

By Lodj

WAF

Spécial

MAI
01 | 26

SIAM 2026 :
le salon où
l'agriculture
marocaine
se regarde
sans filtre

L'eau, ou la
question qui
commande
désormais
toutes les
autres

SIAM 2026 : Conférence
de haut niveau sur la
production animale et
la transformation des
systèmes alimentaires

SIAM 2026

**Stress hydrique, retournement pluviométrique,
souveraineté alimentaire :**

l'agriculture marocaine à l'heure des arbitrages stratégiques.



Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

EDITO

Le SIAM du réel

SIAM 2026 : le salon où l'agriculture marocaine se regarde sans filtre

L'eau, ou la question qui commande désormais toutes les autres

Élevage : le Maroc face au test de la résilience

Penser l'élevage de demain : entre génétique, organisation et survie économique

L'élevage de précision : innovation de pointe ou outil déjà rentable ?

Agriculture digitale : la modernisation institutionnelle peut-elle vraiment changer la ferme ?

Protection des données agricoles : qui possédera la valeur numérique des campagnes ?

Inclusion financière rurale : le levier discret sans lequel rien ne change vraiment

Emploi agricole : pourquoi les jeunes ne se précipitent pas vers les métiers de la terre

Startups Agritech : le Maroc a-t-il enfin trouvé le bon point de rencontre entre innovation et filières ?

Aviculture, camelin, génétique animale : trois fronts stratégiques pour l'agriculture marocaine

Ressources fourragères et pastorales : comment nourrir le cheptel dans un pays qui s'assèche

Produits du terroir, huile d'olive, systèmes patrimoniaux : le Maroc agricole peut-il mieux vendre sa singularité ?

Produire mieux, perdre moins, nourrir durablement : le vrai chantier des systèmes agroalimentaires

Stress hydrique, retournement pluviométrique, souveraineté alimentaire : l'agriculture marocaine à l'heure des arbitrages stratégiques.

L'ODJ Média – Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



SOMMAIRE

SIAM 2026 : Smurfit Westrock Maroc met le packaging au centre de la performance agricole

Produits d'exportation 455 médailles pour le savoir-faire marocain au SIAM

Séminaire sur les systèmes ingénieurs du patrimoine agricole

Signature de la convention JAZARI : Un pas vers la digitalisation de l'agriculture au Maroc

SIAM 2026 : Consolidation de la coopération agricole Sud-Sud et Multilatérale

Signature d'une Convention de partenariat entre la COMADER et CropLife Maroc

Le Crédit Agricole du Maroc et la COMADER signent une convention pour accompagner la transition verte des filières agricoles

ONCA – DGM : Un partenariat stratégique pour révolutionner les services Agro-Météorologiques au Maroc

Stellantis Maroc et le Groupe Crédit Agricole du Maroc s'engagent pour une micromobilité accessible au service du monde agricole

Lancement d'un projet pilote de paiement électronique pour les Coopératives au SIAM 2026

Partenariat Renforcé entre le Crédit Agricole du Maroc et le Ministère de l'Agriculture pour l'Inclusion Financière en Milieu Rural

Partenariat Stratégique entre le Crédit Agricole du Maroc et Cassa Depositi e Prestiti au SIAM 2026

SIAM 2026 : Conférence de haut niveau sur la production animale et la transformation des systèmes alimentaires

10 ans de l'Initiative AAA : Les Ministres africains de l'Agriculture réaffirment leur engagement pour une adaptation agricole stratégique

La CNDP et le Ministère de l'Agriculture signent une convention DATA-TIKA pour renforcer la protection des données

Renforcement de la coopération entre le Ministère de l'Agriculture et le Conseil International des Dattes Le Maroc met à l'honneur le Portugal au Salon International de l'Agriculture 2026

Thermique, hybride, électrique : Kia Maroc déploie son offensive au SIAM 2026



By Lodi



Imprimerie Arrissala



MAI | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

CONTRIBUTEURS : DR AZ-EDDINE BENNANI - MAMOUNE ACHARKI -
MAMADOU BILALY COULIBALY - MOHAMED AIT BELLAHCEN - BASMA BERRADA -
PATRICIA GOMBO BOKI - SALMA CHMANTI HOUARI
WEBDESIGNER / COUVERTURE : IMAD BEN BOURHIM
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma

EDITO

Il fut un temps où les grands salons agricoles servaient d'abord à exposer des réussites, à célébrer des filières, à rassurer les professionnels et à projeter une image ordonnée du monde rural. Le SIAM 2026 raconte autre chose. Il ne met pas seulement en scène l'agriculture marocaine. Il la place face à elle-même.

À la lecture du programme scientifique, une évidence s'impose : le cœur du débat n'est plus l'expansion tranquille, mais l'adaptation sous contrainte. L'eau, l'élevage, la transformation digitale, l'inclusion financière rurale, l'emploi agricole, les ressources pastorales, les systèmes agroalimentaires, tout converge vers une même question : comment produire, nourrir, stabiliser et moderniser dans un environnement devenu plus rude, plus technique et plus incertain ?

Ce SIAM a donc quelque chose de plus sérieux que les éditions de confort. Il ressemble à un salon de transition, presque à un salon d'arbitrage. Derrière les conférences et les tables rondes, on voit apparaître les lignes de tension d'une agriculture marocaine entrée dans une phase décisive. D'un côté, la nécessité de préserver la souveraineté alimentaire, d'améliorer la productivité, d'accompagner les filières et de soutenir le monde rural. De l'autre, une réalité climatique et économique qui réduit les marges de manœuvre, complique les modèles anciens et impose des choix parfois difficiles.

Le fait que le programme donne une place centrale à la production animale, à la rareté de l'eau, à la résilience de l'élevage, aux ressources fourragères et pastorales ou encore à la transformation des systèmes agroalimentaires n'a rien d'anodin. Cela signifie que le Maroc agricole ne raisonne plus seulement en termes de rendement ou de croissance sectorielle. Il commence à raisonner en termes de robustesse. Il ne s'agit plus simplement de produire plus.

LE SIAM DU REEL

Il faut produire mieux, avec moins d'eau, sous davantage de pression, avec des chaînes de valeur plus intelligentes et des outils de gouvernance plus précis.

Autre signal fort : le numérique n'est plus traité comme un gadget de modernité. Entre transformation digitale, protection des données, élevage de précision et connexion entre startups Agritech et interprofessions, le SIAM 2026 dit clairement que la bataille agricole se jouera aussi sur la donnée, l'organisation, l'intermédiation et la capacité à diffuser les innovations jusqu'au terrain. Là encore, il faudra éviter deux pièges : l'enthousiasme naïf pour une technologie présentée comme magique, et le scepticisme paresseux qui nie les effets réels de la modernisation. Le vrai sujet est ailleurs : dans la capacité du système à faire passer l'innovation de la vitrine à l'usage.

Le programme fait aussi remonter une question sociale essentielle : qui portera l'agriculture de demain ? L'emploi agricole, la rareté de la main-d'œuvre, la place des jeunes, la formation, l'entrepreneuriat rural, tout cela montre que le défi n'est pas seulement technique ou financier. Il est humain. Une agriculture qui se transforme sans embarquer sa jeunesse prépare sa propre fragilité. C'est pourquoi ce numéro spécial ne doit pas être lu comme un simple accompagnement d'événement. Il doit être lu comme une tentative de comprendre ce que le SIAM 2026 révèle du moment agricole marocain. Un moment moins euphorique, sans doute, mais plus lucide. Un moment où l'on parle moins de promesses générales et davantage de contraintes réelles. Un moment où le salon cesse d'être seulement une vitrine pour devenir un miroir. Et peut-être est-ce là sa vraie force. Car dans une époque saturée de communication, il reste précieux qu'un grand rendez-vous accepte de montrer que l'agriculture marocaine n'entre pas dans une phase facile. Elle entre dans une phase stratégique.



SIAM 2026

By Lodi

COUVERTURE



SIAM 2026 : Amal Seghrouchni porte l'ambition d'une agriculture marocaine intelligente et connectée



Industrie automobile : Le SCIA 2026 veut faire franchir un cap au Maroc industriel



SIAM 2026

LE SALON OÙ L'AGRICULTURE MAROCAINE SE REGARDE SANS FILTRE

Il fut un temps où les grands salons agricoles servaient d'abord à exposer des réussites, à célébrer des filières, à rassurer les professionnels et à projeter une image ordonnée du monde rural. Le SIAM 2026 raconte autre chose. Il ne met pas seulement en scène l'agriculture marocaine. Il la place face à elle-même.

À la lecture du programme scientifique, une évidence s'impose : le cœur du débat n'est plus l'expansion tranquille, mais l'adaptation sous contrainte. L'eau, l'élevage, la transformation digitale, l'inclusion financière rurale, l'emploi agricole, les ressources pastorales, les systèmes agroalimentaires, tout converge vers une même question : comment produire, nourrir, stabiliser et moderniser dans un environnement devenu plus rude, plus technique et plus incertain ?

Ce SIAM a donc quelque chose de plus sérieux que les éditions de confort. Il ressemble à un salon de transition, presque à un salon d'arbitrage. Derrière les conférences et les tables rondes, on voit apparaître les lignes de tension d'une agriculture marocaine entrée dans une phase décisive. D'un côté, la nécessité de préserver la souveraineté alimentaire, d'améliorer la productivité, d'accompagner les filières et de soutenir le monde rural. De l'autre, une réalité climatique et économique qui réduit les marges de manœuvre, complique les modèles anciens et impose des choix parfois difficiles.

Le fait que le programme donne une place centrale à la production animale, à la rareté de l'eau, à la résilience de l'élevage, aux ressources fourragères et pastorales ou encore à la transformation des systèmes agroalimentaires n'a rien d'anodin. Cela signifie que le Maroc agricole ne raisonne plus seulement en termes de rendement ou de croissance sectorielle. Il commence à raisonner en termes de robustesse. Il ne s'agit plus simplement de produire plus.

Il faut produire mieux, avec moins d'eau, sous davantage de pression, avec des chaînes de valeur plus intelligentes et des outils de gouvernance plus précis.

Autre signal fort : le numérique n'est plus traité comme un gadget de modernité. Entre transformation digitale, protection des données, élevage de précision et connexion entre startups Agritech et interprofessions, le SIAM 2026 dit clairement que la bataille agricole se jouera aussi sur la donnée, l'organisation, l'intermédiation et la capacité à diffuser les innovations jusqu'au terrain. Là encore, il faudra éviter deux pièges : l'enthousiasme naïf pour une technologie présentée comme magique, et le scepticisme paresseux qui nie les effets réels de la modernisation. Le vrai sujet est ailleurs : dans la capacité du système à faire passer l'innovation de la vitrine à l'usage.

Le programme fait aussi remonter une question sociale essentielle : qui portera l'agriculture de demain ? L'emploi agricole, la rareté de la main-d'œuvre, la place des jeunes, la formation, l'entrepreneuriat rural, tout cela montre que le défi n'est pas seulement technique ou financier. Il est humain. Une agriculture qui se transforme sans embarquer sa jeunesse prépare sa propre fragilité.

C'est pourquoi ce numéro spécial ne doit pas être lu comme un simple accompagnement d'événement. Il doit être lu comme une tentative de comprendre ce que le SIAM 2026 révèle du moment agricole marocain. Un moment moins euphorique, sans doute, mais plus lucide. Un moment où l'on parle moins de promesses générales et davantage de contraintes réelles. Un moment où le salon cesse d'être seulement une vitrine pour devenir un miroir.

Et peut-être est-ce là sa vraie force. Car dans une époque saturée de communication, il reste précieux qu'un grand rendez-vous accepte de montrer que l'agriculture marocaine n'entre pas dans une phase facile. Elle entre dans une phase stratégique.



SIAM 2026

By Lodi

COUVERTURE

LODJ

مع 🎤 | Spécial SIAM 2026 | العام زين
الحاج الوتين مصطفى من تعاونية خيرات زمان
من جهة الدار البيضاء - مدينة السوالم 🌿



LODJ

Spécial SIAM 2026 | العام زين :
موعد جديد مع زهرة العلواني، رئيسة تعاونية
روزا دمسينا من جهة درعة تافيلالت 🌸🇲🇦



L'EAU, OU LA QUESTION QUI COMMANDE Désormais TOUTES LES AUTRES

Pendant longtemps, l'eau a été traitée dans le débat agricole comme une contrainte majeure, mais encore sectorielle. Elle pesait sur certaines cultures, sur certaines régions, sur certains arbitrages techniques. Le SIAM 2026 montre que ce temps est révolu. À la lecture du programme scientifique, l'eau n'apparaît plus comme un paramètre parmi d'autres : elle devient la question qui organise toutes les autres. Production, investissement, choix variétaux, gouvernance, innovation, souveraineté alimentaire, résilience territoriale, tout finit par y ramener. La session consacrée à "l'agriculture face à la rareté de l'eau" ne constitue donc pas un simple atelier spécialisé. Elle résume à elle seule le nouveau cadre dans lequel l'agriculture marocaine est désormais appelée à penser son avenir.

Ce déplacement est décisif. Car lorsqu'un secteur commence à raisonner d'abord à partir de la ressource disponible, il entre dans une logique différente. Il ne s'agit plus seulement de chercher à produire plus, mais de produire autrement. Avec moins d'eau, sous une pression climatique plus forte, avec des sécheresses plus longues, des équilibres territoriaux plus fragiles et une exigence croissante de rationalité dans les usages. Le programme du SIAM 2026 le suggère clairement en associant la rareté de l'eau à une "trajectoire de résilience". Le mot est important. Il ne parle pas seulement de résistance. Il parle de réorganisation.

Cette nouvelle donne oblige d'abord à revoir l'échelle du raisonnement. L'eau n'est plus une affaire de seule irrigation. Elle devient une affaire de planification agricole. Quels systèmes de production restent pertinents dans un pays où la pression hydrique s'installe durablement ? Quels investissements peuvent encore être défendus s'ils ne prennent pas en compte la rareté structurelle de la ressource ? Quels territoires doivent être accompagnés différemment ? Et surtout, comment éviter que la question de l'eau ne produise demain une agriculture à deux vitesses : l'une modernisée, sécurisée, équipée ; l'autre exposée, vulnérable, progressivement marginalisée ?

Le mérite du SIAM 2026 est de ne pas isoler l'eau du reste. La présence, dans la même architecture du programme, de thèmes comme l'élevage, les ressources fourragères, l'innovation agronomique, les systèmes agroalimentaires ou l'inclusion financière montre bien que l'enjeu hydrique traverse toute la chaîne. Une pénurie d'eau n'affecte pas seulement les rendements végétaux. Elle touche le coût de l'alimentation animale, la stabilité des cheptels, la viabilité des exploitations, le niveau de risque bancaire, la cohésion sociale des territoires ruraux et, à terme, le pouvoir d'achat alimentaire. Autrement dit, l'eau n'est pas seulement une ressource physique. Elle est devenue une variable économique, sociale et politique.

Le défi est d'autant plus redoutable qu'il interdit les réponses simples. Il ne suffira ni de moraliser les usages, ni de techniciser le débat à outrance. Oui, la recherche, l'innovation, l'aménagement et la gouvernance sont des leviers essentiels, et le programme scientifique insiste à juste titre sur la planification hydrique, la recherche agronomique et la gestion efficace de l'eau. Mais la vraie question reste celle des arbitrages. Que choisit-on de protéger en priorité ? Quels modèles productifs accepte-t-on de réviser ? Jusqu'où peut-on moderniser sans exclure ? Et comment articuler souveraineté alimentaire et sobriété hydrique sans transformer l'une en prétexte contre l'autre ? C'est pourquoi l'eau est aujourd'hui plus qu'un sujet agricole. Elle est la grille de lecture du moment. Elle oblige le Maroc agricole à sortir des réflexes de confort, des politiques uniformes et des réponses symboliques. Elle impose de penser la résilience non comme un slogan, mais comme une discipline collective.

En cela, le SIAM 2026 marque un tournant utile. Il rappelle, sans détour, qu'une agriculture du futur ne se construira pas seulement avec des ambitions, des salons ou des innovations visibles. Elle se construira d'abord avec une vérité simple, presque brutale : dans les années qui viennent, la première décision agricole sera souvent une décision sur l'eau.



SIAM 2026

By Lodj

COUVERTURE



📍🌿 العام زين | Spécial SIAM 2026 :
من قلب الدورة 18 ديال المعرض الدولي
للفلاحة بمكناس، موعد جديد مع نجاة التفاحي،
مسيرة تعاونية سند من جهة بني ملال 🇲🇦🌟



📍🌿 Tsserkila F'Stand m3a
Kaoutar Naim | ZINE Céréales du
Groupe Zine Capital Invest 🇲🇦🌟

ÉLEVAGE : LE MAROC FACE AU TEST DE LA RÉSILIENCE

S'il fallait désigner, dans le programme scientifique du SIAM 2026, le sujet qui concentre le plus clairement les tensions du moment agricole marocain, ce serait sans doute l'élevage. Non parce qu'il dominerait seul toutes les autres filières, mais parce qu'il se trouve aujourd'hui à la croisée de presque toutes les vulnérabilités : climat, coût de l'alimentation animale, pression sur l'eau, fragilité des parcours, attentes de productivité, sécurité sanitaire, évolution de la consommation et nécessité de modernisation. Le fait que le SIAM consacre à la production animale sa conférence de haut niveau inaugurale, puis plusieurs séquences sur l'élevage de demain, l'élevage de précision, la génétique animale, les ressources fourragères et la filière cameline, en dit long. L'élevage n'est pas un dossier sectoriel parmi d'autres. Il est devenu un test grandeur nature de la capacité du Maroc agricole à tenir sous contrainte.

Ce test est d'abord économique. L'élevage vit sous pression permanente : hausse des coûts, volatilité des marchés, dépendance accrue à certaines ressources, exposition aux chocs climatiques et difficulté à stabiliser durablement les performances. Dans ces conditions, la résilience n'est pas un mot commode pour colloque. Elle devient une exigence de survie. Une exploitation d'élevage qui ne peut ni sécuriser son alimentation, ni s'adapter à la rareté des ressources, ni améliorer sa conduite technique, ni absorber les variations conjoncturelles est condamnée à s'éroder, parfois lentement, parfois brutalement.

Mais le défi n'est pas seulement économique. Il est aussi structurel. Le programme du SIAM 2026 montre bien que la réflexion sur l'élevage dépasse la seule question du cheptel. Elle touche à l'organisation des filières, à la place de la recherche, au rôle des interprofessions,

à la diffusion de l'innovation et à la capacité à penser un modèle durable à l'échelle nationale. C'est ce que suggère notamment la séquence "Penser aujourd'hui l'élevage de demain", qui réunit perspectives internationales, acquis de la recherche, transformations des systèmes d'élevage et retours d'expériences d'acteurs professionnels. Derrière cette formulation, une réalité s'impose : l'élevage marocain ne pourra pas simplement être réparé à la marge. Il devra être réorganisé avec plus de méthode, plus de connaissances et plus de coordination.

Le climat, évidemment, rend cette mutation plus urgente encore. Les sécheresses répétées ne fragilisent pas seulement les cultures ; elles bousculent tout l'équilibre de l'élevage. Elles affectent les parcours, réduisent les disponibilités fourragères, augmentent la dépendance à l'achat d'aliments, renchérissent les coûts de production et fragilisent les petits et moyens éleveurs. C'est pourquoi les sessions consacrées aux ressources fourragères et pastorales, à la valorisation des sous-produits agro-industriels, à la réhabilitation des parcours et au pastoralisme apparaissent comme des pièces centrales du programme, et non comme des thèmes périphériques. Nourrir durablement le cheptel dans un pays plus sec n'est pas une question technique secondaire. C'est l'un des nœuds du problème.



À cela s'ajoute la nécessité de moderniser sans casser. Le SIAM 2026 met en avant la génétique animale, l'insémination, les innovations reproductives, mais aussi l'élevage de précision. Le message est clair : la résilience de l'élevage passera aussi par la science, la donnée, la sélection, l'accompagnement technique et une gestion plus fine des troupeaux. Encore faut-il que cette modernisation ne reste pas captée par une minorité d'exploitations capables d'investir, de se former et de s'équiper. Toute la difficulté est là. Comment faire de l'innovation un outil de diffusion et non un facteur supplémentaire de fracture entre éleveurs ?

Enfin, l'élevage pose une question politique plus large : celle de la souveraineté alimentaire. Dans un contexte où les systèmes alimentaires sont soumis aux chocs climatiques, géopolitiques et logistiques, la solidité des filières animales prend une dimension stratégique. Produire de manière plus durable, plus sûre et plus résiliente n'est pas seulement une question de performance sectorielle ; c'est aussi une question de sécurité nationale au sens alimentaire du terme.

Le SIAM 2026 a raison de placer l'élevage au centre. Car c'est là, peut-être plus qu'ailleurs, que se joue le passage d'une agriculture de soutien à une agriculture de robustesse. Et ce passage ne se mesurera pas à la qualité des discours. Il se mesurera à la capacité du système à aider réellement les éleveurs à durer, à s'adapter et à transmettre.



SIAM 2026

By Lodj

COUVERTURE

LODJ

🌱 | العام زين | Spécial SIAM 2026 :
موعد جديد مع زهرة أمغار من التعاونية الفلاحية
النساء الحرات، جهة الدار البيضاء ✨



LODJ

🌱 | العام زين | Spécial SIAM 2026 |
موعد جديد مع التعاونية الفلاحية سينوزا من جهة
سوس ماسة ✨

SIAM 2026

By Lodj

COUVERTURE

LODJ

Spécial SIAM 2026 | العام زين 🌿🍷
: موعد جديد مع كوثر الزيتوني من تعاونية
دمنات للمنتوجات الغابوية، من جهة بني ملال
خنيفرة 🇲🇦🌟



LODJ

Spécial SIAM 2026 | العام زين 🌿🍷
: موعد جديد مع بنشافي حياة من تعاونية الجامع:
الأبيض، جهة الرباط سلا القنيطرة 🇲🇦🌟

PENSER L'ÉLEVAGE DE DEMAIN : ENTRE GÉNÉTIQUE, ORGANISATION ET SURVIE ÉCONOMIQUE

Penser l'élevage de demain n'a plus grand-chose d'un exercice théorique. Au SIAM 2026, la question est posée de manière frontale, presque urgente. Et pour cause : l'élevage marocain ne fait plus face à une simple série d'ajustements, mais à une transformation de fond. Le changement climatique, la tension sur les ressources, la volatilité des marchés, l'évolution des attentes de consommation et la nécessité de maintenir une production animale viable obligent désormais à revoir l'équation dans son ensemble. La session consacrée à "Penser aujourd'hui l'élevage de demain" a ce mérite : elle ne réduit pas le sujet à une seule technique ou à une seule filière. Elle met côte à côte innovation, organisation professionnelle, biotechnologies, recherche et retour d'expérience de terrain. C'est exactement ainsi qu'il faut aborder le dossier.

Premier enseignement : l'élevage de demain sera plus scientifique, ou il sera plus fragile. Le programme du SIAM insiste à plusieurs reprises sur la recherche, la génétique, les innovations reproductives et les acquis des instituts et organisations professionnelles. Ce n'est pas un effet de mode. Dans un contexte de contrainte climatique durable, améliorer la résilience des cheptels, la qualité génétique, l'adaptation aux milieux, la productivité reproductive et la robustesse sanitaire devient un levier central. La génétique n'est pas ici un luxe de laboratoire. Elle s'impose comme l'un des outils concrets d'une agriculture qui cherche à produire mieux dans des conditions plus rudes.

Mais la science seule ne suffira pas. C'est le deuxième enseignement du programme. L'élevage de demain sera aussi une affaire d'organisation. La présence, dans cette même séquence, des interprofessions, des témoignages marocains et français, des cas ANOC ou ANPVR, dit quelque chose de très important : la performance d'une filière ne dépend pas seulement des qualités individuelles des éleveurs. Elle dépend aussi de l'épaisseur collective du système. Quand les filières sont mieux structurées, quand les organisations professionnelles jouent réellement leur rôle, quand l'appui technique, la formation, la mutualisation et la circulation d'information existent, la résilience ne repose plus uniquement sur la débrouille des exploitants. Elle devient un bien collectif organisé.



C'est ici que le mot "survie économique" prend tout son sens. Il ne s'agit pas de dramatiser pour le plaisir. Il s'agit de nommer la réalité. Beaucoup d'éleveurs affrontent un environnement où chaque choc coûte plus cher qu'avant. Une campagne sèche, un aliment renchéri, une baisse de rendement, une difficulté sanitaire ou une désorganisation commerciale peuvent suffire à déstabiliser durablement l'exploitation. Penser l'élevage de demain, ce n'est donc pas seulement imaginer des fermes plus modernes. C'est se demander comment rendre les modèles économiquement tenables, transmissibles et moins vulnérables à l'accumulation des risques.

Le SIAM 2026 a raison, dans ce contexte, de faire dialoguer innovation technique et structuration professionnelle. L'une sans l'autre produit souvent des impasses. Une technologie brillante sans relais de terrain reste marginale. Une organisation professionnelle sans capacité d'innovation risque de gérer le déclin au lieu de préparer l'avenir. Ce que suggère le programme, en creux, c'est qu'il faut sortir de cette opposition paresseuse entre modernité technologique et ancrage local. L'élevage marocain de demain devra être les deux à la fois : plus outillé et plus collectif, plus innovant et plus enraciné, plus scientifique et plus praticable.

Reste une vigilance essentielle. Le futur de l'élevage ne peut pas être conçu uniquement pour les exploitations déjà solides, déjà connectées, déjà capables d'investir. Toute réforme qui modernise une minorité tout en laissant une majorité s'user à bas bruit fabrique une transition incomplète. La vraie réussite sera donc dans la diffusion : diffusion des acquis de la recherche, diffusion des outils de reproduction et de sélection, diffusion de l'encadrement technique, diffusion d'organisations professionnelles réellement utiles.

Au fond, penser l'élevage de demain revient à poser une question simple, mais redoutable : veut-on un élevage marocain seulement survivant, ou un élevage durablement gouvernable, transmissible et stratégiquement préparé ? Le SIAM 2026 semble avoir compris que la réponse se jouera moins dans les slogans que dans l'architecture concrète des filières. C'est déjà beaucoup.



L'ÉLEVAGE DE PRÉCISION : INNOVATION DE POINTE OU OUTIL DÉJÀ RENTABLE ?

L'expression peut encore sembler technique, presque intimidante. Pourtant, l'"élevage de précision" n'est plus un concept réservé aux salons professionnels ou aux fermes vitrines. Au SIAM 2026, il fait l'objet d'une séquence entière, avec des éleveurs marocains et français venus témoigner de son intégration dans le quotidien de leurs exploitations. Ce choix est révélateur. Il signifie qu'une partie du débat agricole a déjà changé de nature : la question n'est plus seulement de savoir si les outils existent, mais s'ils créent réellement de la valeur sur le terrain.

Derrière cette notion, il y a une idée simple : mieux piloter l'élevage grâce à des données plus fines, des capteurs, des systèmes d'alerte, un suivi sanitaire plus précis, une meilleure observation des performances et, au fond, une capacité accrue à décider au bon moment. Dans une exploitation laitière, par exemple, cela peut concerner le suivi de la production, la détection des chaleurs, la surveillance de la santé animale ou l'ajustement de l'alimentation. Dans d'autres systèmes, cela peut aider à limiter les pertes, à anticiper les problèmes ou à optimiser des tâches qui relevaient jusque-là surtout de l'expérience empirique. Le SIAM 2026 a raison de donner la parole aux éleveurs eux-mêmes, car c'est précisément là que se joue la vérité du sujet : dans le passage de la promesse technologique à l'usage concret.

Car l'élevage de précision pose une question très directe : est-ce une innovation de pointe, valorisée dans les discours mais encore marginale, ou bien un outil déjà rentable pour ceux qui l'adoptent ? La réponse est sans doute intermédiaire. Oui, ces technologies peuvent améliorer la conduite d'élevage, réduire certaines pertes,

renforcer le suivi sanitaire et affiner les décisions. Oui, elles peuvent rendre l'exploitation plus réactive et parfois plus performante. Mais non, elles ne constituent pas une baguette magique. Leur efficacité dépend de plusieurs conditions : la taille de l'exploitation, la qualité de l'accompagnement, la capacité à interpréter les données, la formation des éleveurs, la maintenance des équipements et, bien sûr, le coût d'entrée.

C'est là que le débat devient intéressant. L'innovation agricole échoue souvent non parce qu'elle est inutile, mais parce qu'elle arrive sans écosystème. Un capteur ne vaut pas grand-chose s'il n'est pas relié à un conseil technique fiable. Une plateforme ne sert à rien si personne ne peut en exploiter les signaux. Une technologie coûteuse peut même produire l'effet inverse de celui recherché si elle alourdit les charges sans améliorer suffisamment la productivité ou la sécurité de l'élevage. Autrement dit, la rentabilité de l'élevage de précision ne se mesure pas seulement au prix de l'outil, mais à la qualité du système qui l'entoure.

Dans le contexte marocain, cette prudence est essentielle. Toutes les exploitations n'ont ni les mêmes moyens, ni les mêmes besoins, ni le même degré de maturité technique.

L'un des risques serait de transformer l'élevage de précision en marqueur de distinction entre quelques fermes avancées et une majorité d'éleveurs laissés à distance. Ce serait une erreur. L'enjeu n'est pas de faire du digital agricole un signe extérieur de modernité. L'enjeu est d'identifier les usages vraiment utiles, les technologies réellement appropriables et les conditions qui permettent une diffusion progressive mais crédible.

Le mérite du SIAM 2026 est précisément de déplacer le regard. En donnant la parole à des praticiens, il suggère que la vraie question n'est pas : "la technologie est-elle impressionnante ?" mais : "aide-t-elle l'éleveur à mieux tenir, mieux décider, mieux durer ?" La différence est majeure. Elle replace l'innovation à sa juste place : non comme décor d'avenir, mais comme outil au service d'une exploitation plus robuste.

Au fond, l'élevage de précision ne deviendra un tournant agricole que s'il cesse d'être pensé comme une vitrine. Sa vraie réussite commencera le jour où l'on pourra dire, très simplement, qu'il améliore la vie de l'éleveur autant que les performances du troupeau. C'est à cette condition qu'il passera du prestige technologique à la rentabilité réelle.



By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE BANQUE,

Mais elle investit
dans votre intelligence.



CHAQUE JOUR, NOUS PLAÇONS L'ESSENTIEL
AU BON ENDROIT : **DANS VOTRE ESPRIT.**

WWW.LODJ.MA

AGRICULTURE DIGITALE : LA MODERNISATION INSTITUTIONNELLE PEUT-ELLE VRAIMENT CHANGER LA FERME ?

La transformation digitale de l'agriculture est souvent racontée avec les mots de la promesse : plateformes, données, interconnexion, simplification, accélération. Au SIAM 2026, elle figure d'ailleurs parmi les thèmes explicitement mis en avant, avec une session dédiée au partenariat institutionnel comme levier d'accélération, la présence d'acteurs publics et financiers, puis une autre séquence consacrée à la protection des données comme condition de confiance. Le message est clair : la digitalisation n'est plus perçue comme un supplément d'image, mais comme un chantier structurant pour l'agriculture marocaine. Reste une question plus exigeante, et sans doute plus utile : cette modernisation institutionnelle peut-elle vraiment changer la ferme ?

La question mérite d'être posée sans naïveté. Car entre la numérisation des procédures au sommet et l'amélioration concrète du quotidien des exploitations, il existe souvent un fossé. Une stratégie digitale peut être brillante sur le papier, riche en conventions, en interfaces et en signatures, tout en produisant peu d'effets tangibles pour l'agriculteur si elle ne touche ni l'accès à l'information, ni la qualité du conseil, ni la fluidité des démarches, ni la capacité de décision sur le terrain. C'est pourquoi le cadrage retenu par le SIAM 2026 est intéressant : il met la transformation digitale en relation avec le partenariat institutionnel, donc avec la question de l'orchestration. Autrement dit, il ne s'agit pas seulement d'avoir des outils, mais de savoir si les institutions savent les rendre cohérents, crédibles et utiles.

Sur le fond, les enjeux sont considérables. Une agriculture plus digitale peut mieux tracer l'information, mieux cibler les aides, mieux suivre les filières, mieux relier les agriculteurs aux services, mieux sécuriser les transactions, mieux diffuser l'innovation et mieux faire circuler les données utiles à la décision. Dans un pays confronté à la rareté de l'eau, à la pression climatique, à l'hétérogénéité des territoires et à la nécessité de moderniser sans exclure, cette promesse n'est pas secondaire. Elle peut même devenir un levier stratégique. Mais à une condition : que le digital ne reste pas captif d'une logique institutionnelle autocentrée.

C'est là que se joue la crédibilité du chantier. Une ferme ne change pas parce qu'un ministère signe une convention ou parce qu'un écosystème dispose de nouvelles briques numériques. Elle change quand le producteur gagne du temps, comprend mieux ses options, accède plus facilement à un financement, reçoit une information fiable au bon moment, améliore la gestion de ses ressources ou réduit son incertitude. En d'autres termes, la mesure du succès n'est pas administrative, elle est pratique. Le numérique agricole n'a d'intérêt que s'il descend jusqu'au niveau de l'usage.



Le SIAM 2026 semble d'ailleurs en avoir conscience. La présence conjointe d'acteurs publics, d'institutions d'investissement, de la banque, du pôle digital, mais aussi des discussions sur la confiance et la donnée, montre que la transformation digitale commence à être pensée comme un système. C'est un progrès. Pendant trop longtemps, la modernisation numérique a été abordée comme une accumulation d'outils. Or ce qui compte, ce n'est pas l'outil isolé : c'est l'architecture d'ensemble. Qui produit la donnée ? Qui la sécurise ? Qui y accède ? Qui la traduit en conseil utile ? Qui garantit qu'elle ne crée pas plus d'asymétries qu'elle n'en corrige ?

Le vrai risque, en réalité, serait double. D'un côté, un technosolutionnisme confortable qui ferait du digital une réponse automatique à des problèmes complexes. De l'autre, un scepticisme défensif qui verrait dans la numérisation une mode importée sans prise réelle sur le terrain. Entre ces deux excès, il existe une voie plus sérieuse : considérer le digital comme une infrastructure de modernisation, à condition qu'il soit pensé depuis les besoins réels des exploitations.

La ferme marocaine ne changera pas parce qu'on lui parle de digital. Elle changera si la transformation digitale améliore vraiment son rapport au risque, au savoir, au financement, au marché et à l'administration. C'est à cette échelle, très concrète, que le SIAM 2026 sera finalement jugé. Pas sur la qualité des mots, mais sur la capacité des institutions à faire du numérique autre chose qu'un décor de modernité.



SIAM 2026

By Lodj

COUVERTURE



🌱 | العام زين | Spécial SIAM 2026 :
موعد جديد مع سفيان الناصري من تعاونية
أرياف كيسان، من جهة فاس مكناس 🇲🇦 ✨



🇲🇦 🇳🇱 | Morocco and the
Netherlands step up agricultural
cooperation ahead of SIAM 2026

SIAM 2026

By Lodj

COUVERTURE



 **Tsserkila F'Tomobila :**
مؤعد جديء مع **Aymane Mogaddem.**
Conseiller Commercial عند **Great Wall**
Motor Maroc (GWM) 



مع حفيفة العرب **Tsserkila F'Stand** 
| تعاونية الإصلاء 

PROTECTION DES DONNÉES AGRICOLES : QUI POSSÉDERA LA VALEUR NUMÉRIQUE DES CAMPAGNES ?

La digitalisation de l'agriculture avance souvent sous les habits de l'efficacité. On parle de traçabilité, de pilotage, de simplification, de performance, d'interconnexion. Mais au SIAM 2026, un signal plus profond apparaît dans le programme scientifique : la donnée agricole devient un sujet en soi. Le fait qu'une table ronde entière soit consacrée à la "protection des données, levier de confiance" montre que le débat a changé de niveau. Il ne s'agit plus seulement de savoir comment numériser l'agriculture, mais de déterminer qui contrôlera l'information produite par cette numérisation, qui pourra l'exploiter, et au bénéfice de qui.

Le sujet peut sembler technique. Il est en réalité hautement stratégique. Dans une agriculture de plus en plus connectée, les données ne concernent pas uniquement des statistiques abstraites. Elles peuvent porter sur les parcelles, les rendements, les pratiques culturales, la santé animale, les intrants, les historiques de production, la géolocalisation, les mécanismes d'assurance, les transactions, les paiements, les référentiels fonciers ou encore les comportements économiques des exploitations. Autrement dit, la donnée agricole n'est pas un sous-produit numérique. Elle devient progressivement une matière première de la décision, de la finance, de l'assurance, du commerce et de la gouvernance.

Dès lors, la question n'est plus marginale. Qui détient cette donnée ? L'agriculteur qui la produit en travaillant sa terre ou en gérant son cheptel ? L'institution qui l'agrège ? La plateforme qui l'héberge ? Le financeur qui l'utilise pour évaluer le risque ? L'assureur qui l'exploite pour moduler sa couverture ? Le prestataire technologique qui la transforme en service ? Derrière la promesse d'une agriculture plus intelligente se cache donc une bataille de pouvoir. Celui qui détient la donnée, ou qui en maîtrise les conditions d'accès et d'usage, détient une part croissante de la valeur.

Le SIAM 2026 a raison de lier cette question à la confiance. Sans confiance, la numérisation agricole restera incomplète. Pourquoi un agriculteur partagerait-il davantage d'informations s'il ne sait pas ce qu'elles deviennent ? Pourquoi un éleveur accepterait-il un suivi numérique plus poussé s'il soupçonne une utilisation opaque, asymétrique ou défavorable de ses propres données ? Et comment construire une agriculture connectée si les règles du jeu restent floues sur la propriété, le consentement, la circulation et la sécurisation de l'information ? Le débat sur la donnée n'est donc pas un luxe réglementaire. Il est une condition de légitimité.



Le plus intéressant, dans le programme, est la diversité des acteurs associés à cette réflexion : institutions publiques, monde agricole, foncier, assurance, banque, chambre d'agriculture, autorités de protection des données. Cela confirme que la donnée agricole ne relève plus d'un seul univers technique. Elle croise la souveraineté, le droit, la propriété, la finance et l'organisation des filières. C'est un bon signe. Trop souvent, les débats sur la transformation digitale restent prisonniers d'une fascination pour l'outil. Ici, le SIAM ouvre au moins la porte à une autre question : celle de la gouvernance.

Pour le Maroc, l'enjeu est d'autant plus important que l'agriculture entre dans une phase où la rareté des ressources, la pression climatique et la nécessité de mieux cibler l'action publique vont mécaniquement accroître le poids de l'information. Plus le système devient contraint, plus la donnée prend de valeur. Or une donnée de grande valeur, mal encadrée, peut devenir une source d'inégalités nouvelles. Elle peut avantager les acteurs les mieux équipés, renforcer les dépendances vis-à-vis des grandes plateformes ou installer une asymétrie durable entre ceux qui produisent l'information et ceux qui la monétisent.



La bonne question n'est donc pas seulement : comment protéger les données agricoles ? Elle est aussi : comment faire en sorte que la valeur créée par la numérisation bénéficie réellement au monde agricole ? Toute la difficulté est là. Il ne suffit pas de sécuriser. Il faut aussi répartir équitablement les bénéfices, clarifier les droits, construire des règles compréhensibles et préserver une forme de souveraineté numérique sur les campagnes.

Le SIAM 2026 fait bien de mettre ce thème sur la table. Car la modernisation agricole de demain se jouera aussi dans cette zone moins visible, mais décisive, où se rencontrent technologie, confiance et rapport de force. Les campagnes produiront de plus en plus de données. Reste à savoir si elles produiront aussi, grâce à elles, davantage de pouvoir pour ceux qui les font vivre.

INCLUSION FINANCIÈRE RURALE : LE LEVIER DISCRET SANS LEQUEL RIEN NE CHANGE VRAIMENT

Dans le débat agricole, certains mots occupent tout l'espace : eau, climat, souveraineté alimentaire, rendement, innovation, filières. D'autres avancent plus discrètement, presque en marge, alors qu'ils déterminent pourtant la réussite ou l'échec de nombreuses politiques. L'inclusion financière rurale appartient à cette seconde catégorie. Le SIAM 2026 a eu l'intelligence de lui consacrer une séquence spécifique, en la présentant comme un levier pour une agriculture "souveraine, résiliente, inclusive et durable". Ce choix n'a rien d'anecdotique. Il dit une vérité souvent sous-estimée : on ne modernise pas durablement une agriculture si ceux qui la font vivre restent partiellement exclus des outils financiers qui structurent désormais l'économie réelle.

Car de quoi parle-t-on, au fond ? Pas seulement de crédit bancaire au sens classique. L'inclusion financière recouvre un ensemble beaucoup plus large : accès aux paiements, bancarisation, services financiers de proximité, assurance, éducation financière, outils numériques, transferts, sécurisation des revenus, accès à des instruments d'appui et de soutien. Pour un agriculteur ou un acteur rural, ces mécanismes ne sont pas accessoires. Ils conditionnent la capacité à investir, à absorber un choc, à acheter au bon moment, à sécuriser une campagne, à formaliser une activité ou à entrer dans une chaîne de valeur plus structurée.

Dans un environnement agricole plus risqué, l'exclusion financière devient même une forme d'exclusion productive. Un producteur qui n'a pas accès à des solutions de financement adaptées reporte ses investissements, subit davantage les aléas et reste plus vulnérable à la moindre rupture de trésorerie. Une exploitation qui ne peut pas s'inscrire facilement dans un système de paiement moderne ou dans un dispositif assurantiel fiable perd du temps, de la lisibilité et parfois des opportunités. Une famille rurale éloignée des outils financiers reste plus exposée à l'informel, aux coûts cachés, à l'incertitude. Voilà pourquoi la finance rurale n'est pas un sujet annexe. Elle touche au cœur même de la résilience agricole.

Le mérite du programme scientifique du SIAM 2026 est justement de traiter cette question non comme une affaire purement bancaire, mais comme un élément de développement rural. La présence conjointe de la Direction du Trésor, de Bank Al-Maghrib, de la Fondation Marocaine pour l'Éducation Financière, de l'Association professionnelle des établissements de paiement et de la Caisse de Dépôt et de Gestion montre que l'enjeu est systémique. Il ne s'agit pas seulement de distribuer des produits financiers. Il s'agit d'organiser un environnement où les campagnes puissent mieux accéder aux services, mieux comprendre les outils disponibles et mieux sécuriser leur place dans l'économie formelle.

Cela change beaucoup de choses. D'abord parce que l'agriculture marocaine entre dans une phase où les besoins d'adaptation vont exiger plus d'investissement et plus de souplesse financière. Moderniser l'irrigation, améliorer la conduite des élevages, adopter des technologies utiles, structurer une petite activité de transformation, mieux valoriser des productions locales : tout cela suppose des moyens, mais aussi des intermédiaires capables de traduire les besoins du terrain en réponses adaptées. Ensuite parce que l'inclusion financière peut jouer un rôle de réduction des inégalités territoriales. Là où les circuits restent faibles, éloignés ou peu lisibles, la modernisation profite surtout aux acteurs déjà intégrés.



Il faut toutefois éviter un malentendu fréquent : inclure financièrement ne signifie pas seulement brancher les campagnes sur plus de produits, plus d'applications ou plus de transactions. Cela signifie construire des solutions compréhensibles, accessibles, soutenables et reliées aux réalités rurales. Sans cette condition, la bancarisation reste formelle et la digitalisation des paiements peut même devenir une couche supplémentaire de complexité. Le défi n'est donc pas uniquement technologique. Il est aussi pédagogique, territorial et institutionnel.

En inscrivant ce thème dans son programme, le SIAM 2026 rappelle une chose simple mais essentielle : la transition agricole ne se jouera pas uniquement dans les champs, les laboratoires ou les ministères. Elle se jouera aussi dans la capacité du monde rural à accéder à des outils financiers qui renforcent réellement sa stabilité et sa marge d'action. Sans cela, les grandes stratégies resteront fragiles. Avec cela, elles ont au moins une chance de descendre jusqu'au terrain.

Le levier est discret, mais il est décisif. Car une agriculture peut disposer d'idées, de filières, de savoir-faire et même de technologies. Si elle manque de finance accessible, elle avance toujours avec un frein invisible.



EMPLOI AGRICOLE : POURQUOI LES JEUNES NE SE PRÉCIPITENT PAS VERS LES MÉTIERS DE LA TERRE

L'agriculture marocaine a besoin de renouvellement, de compétences, d'énergie neuve et d'une nouvelle génération capable de tenir ensemble le terrain, la technique, l'innovation et l'adaptation climatique. Pourtant, elle peine encore à apparaître comme un horizon désirable pour une large partie de la jeunesse. Le SIAM 2026 a le mérite de poser frontalement cette contradiction à travers une séance dédiée à l'emploi agricole, centrée sur les jeunes, la raréfaction de la main-d'œuvre, l'entrepreneuriat rural et l'adaptation de la formation professionnelle. Ce simple intitulé dit déjà beaucoup : le problème n'est plus seulement celui de l'offre d'emplois, mais celui de l'attractivité même du secteur.

Car le paradoxe est là. D'un côté, l'agriculture reste un secteur vital, structurant pour les territoires, indispensable à la sécurité alimentaire et promis à des mutations majeures dans les prochaines années. De l'autre, elle souffre d'une image souvent dégradée auprès des jeunes : travail dur, revenus incertains, forte dépendance au climat, faible reconnaissance sociale, trajectoires professionnelles peu lisibles. Entre la nécessité stratégique du secteur et son pouvoir d'attraction réel, l'écart demeure profond.

Le programme scientifique du SIAM 2026 le suggère sans détour en associant, dans une même réflexion, la rareté de la main-d'œuvre, la promotion de l'emploi rural, l'investissement, l'entrepreneuriat et la transformation des métiers agricoles. Cela signifie que la difficulté n'est pas simplement quantitative. Il ne s'agit pas seulement de recruter davantage. Il faut aussi comprendre pourquoi les métiers de la terre peinent à convaincre durablement, et surtout sous quelles conditions ils pourraient redevenir un choix crédible.

La première difficulté tient à la nature même du travail agricole tel qu'il est encore perçu. Pour beaucoup de jeunes, l'agriculture renvoie à une forme de pénibilité, à une exposition forte aux aléas et à des revenus jugés plus instables que dans d'autres secteurs. Cette image n'est pas seulement affaire de représentation. Elle se nourrit d'expériences concrètes, de récits familiaux, d'inégalités d'équipement entre exploitations et d'un sentiment diffus selon lequel l'effort agricole ne garantit pas toujours une progression sociale claire. Tant que cette perception ne change pas, les appels abstraits au retour vers la terre auront peu d'effet.

La deuxième difficulté concerne la transformation des compétences. L'agriculture de demain ne sera plus seulement une agriculture de gestes hérités ; elle exigera de plus en plus de maîtrise technique, de compréhension économique, d'usage raisonné du numérique, de capacité à gérer l'eau, à intégrer des innovations et à piloter des activités plus complexes. C'est pourquoi la présence, dans le programme, d'un intervenant sur l'adaptation de la formation professionnelle est particulièrement importante. Le sujet n'est pas accessoire.

On ne pourra pas attirer une jeunesse plus qualifiée vers l'agriculture si l'on ne redéfinit pas clairement les passerelles entre formation, emploi, entrepreneuriat et montée en compétences.

Il y a aussi une question de récit collectif. Pendant longtemps, l'agriculture a été pensée soit comme un héritage, soit comme une nécessité sociale, rarement comme un espace de projection positive. Or les jeunes cherchent aussi du sens, de la visibilité, des perspectives. Ils peuvent accepter un secteur exigeant s'ils y voient une possibilité d'avenir, de responsabilité, d'innovation et de reconnaissance. Une agriculture présentée uniquement comme un monde en difficulté aura du mal à séduire. Une agriculture montrée comme un secteur stratégique, technologique, utile et modernisable peut commencer à retrouver une attractivité.

Le SIAM 2026 peut jouer un rôle utile à cet égard, surtout s'il parvient à relier son discours sur l'emploi à celui sur l'innovation, l'inclusion financière, le digital et les filières d'avenir. Car les jeunes ne viendront pas massivement vers les métiers agricoles pour répéter le passé. Ils viendront s'ils perçoivent que ce secteur change vraiment, qu'il peut offrir autre chose que de la précarité silencieuse, et qu'il est possible d'y construire une trajectoire digne.

Au fond, la question n'est pas de savoir pourquoi les jeunes ne se précipitent pas vers l'agriculture. La vraie question est plus exigeante : qu'a-t-on fait, concrètement, pour rendre ce secteur désirable, praticable et porteur d'avenir ? Le SIAM 2026 a raison de poser le débat. Il serait encore plus utile s'il aidait à faire émerger des réponses qui dépassent le simple constat.



SIAM 2026

By Lodj

COUVERTURE



Tsserkila F'Stand 3and
دار الزعفران | إسماعيل بوخريص | 🇲🇦



Tsserkila F'Stand مع بن حاج حمزة |
دار الكزار 🇲🇦

STARTUPS AGRITECH : LE MAROC A-T-IL ENFIN TROUVÉ LE BON POINT DE RENCONTRE ENTRE INNOVATION ET FILIÈRES ?

Pendant plusieurs années, l'AgriTech a souvent été racontée sur un mode enthousiaste, parfois un peu incantatoire. Des startups promettaient de moderniser l'agriculture grâce aux capteurs, à la donnée, à l'irrigation intelligente, à la traçabilité, à l'aide à la décision ou à de nouveaux services financiers. Le discours était séduisant, mais une question revenait sans cesse : entre l'idée et le champ, entre le pitch et l'exploitation, entre l'innovation et la filière, où se faisait réellement la jonction ? Le SIAM 2026 a le mérite de poser ce problème de manière beaucoup plus concrète à travers une session dédiée à la connexion des startups AgriTech aux interprofessions, complétée par la restitution d'un hackathon autour de l'agroalimentaire à l'ère du digital. Ce cadrage est important. Il suggère que l'heure n'est plus seulement à admirer l'innovation, mais à vérifier sa capacité à s'insérer dans l'économie agricole réelle.

C'est sans doute là le vrai point de bascule. Une startup n'a d'intérêt agricole que si elle résout un problème identifiable, pour un acteur clairement défini, dans une chaîne de valeur qui a les moyens ou l'intérêt d'adopter sa solution. Autrement dit, le succès de l'AgriTech ne dépend pas seulement de la qualité technologique des projets. Il dépend de leur raccordement à des usages, à des filières, à des intermédiaires crédibles et à des modèles économiques soutenables. À cet égard, le choix du SIAM de faire dialoguer ministère, interprofessions, financeurs, investisseurs et startups n'est pas anodin. Il dessine une intuition juste : l'innovation agricole ne passe pas à l'échelle toute seule. Elle a besoin d'un écosystème qui la traduit, la teste, la finance et parfois la rend socialement acceptable.

Le problème, jusqu'ici, a souvent été celui du décalage. Beaucoup de jeunes pousses innovent avec des outils prometteurs, mais peinent à trouver un terrain d'expérimentation durable, un client solvable, un accès aux données, ou simplement un langage commun avec les acteurs établis des filières. De leur côté, les organisations professionnelles, les exploitants ou les structures intermédiaires peuvent voir arriver l'innovation comme une offre abstraite, coûteuse, ou mal adaptée à leurs urgences quotidiennes. Résultat : les salons applaudissent, les incubateurs accompagnent, mais le passage à l'échelle reste lent.

Le SIAM 2026 tente visiblement de corriger cette faiblesse en organisant un espace de mise en relation directe. C'est une bonne nouvelle, à condition de ne pas confondre mise en contact et intégration réelle. Car le défi ne s'arrête pas à la rencontre. Il commence avec elle. Une startup peut séduire en quelques minutes dans un pitch ; elle devra ensuite prouver qu'elle comprend les temporalités agricoles, les contraintes budgétaires, les difficultés d'adoption, les réalités territoriales et la diversité des profils d'utilisateurs. Dans l'agriculture, la technologie échoue rarement pour des raisons purement techniques.

Elle échoue plus souvent parce qu'elle entre dans un système qu'elle ne comprend pas assez.

C'est pourquoi le lien avec les interprofessions est décisif. Ces structures peuvent jouer un rôle d'interface, de validation, de diffusion et de mise en confiance. Elles peuvent aider à transformer une innovation isolée en solution partagée par une filière. Encore faut-il qu'elles s'approprient réellement ce rôle, qu'elles ne voient pas les startups comme un simple supplément de communication et qu'elles acceptent parfois de revoir leurs propres habitudes de fonctionnement. La modernisation agricole ne viendra pas seulement de la jeunesse des entrepreneurs ; elle viendra aussi de la capacité des filières à absorber ce que cette jeunesse propose de pertinent.

Le hackathon prévu dans le programme participe de cette même logique. Il peut être utile s'il ne sert pas seulement à produire des idées séduisantes le temps d'un événement, mais à identifier des pistes capables de survivre à la scène, d'entrer dans des expérimentations sérieuses et de trouver un relais institutionnel ou économique. Sans cela, le risque est connu : beaucoup d'énergie, quelques trophées, puis peu d'impact réel.

Le Maroc a sans doute une carte à jouer. Il dispose d'un besoin agricole réel, d'un tissu entrepreneurial qui monte, d'acteurs publics en mouvement et d'une prise de conscience croissante sur la nécessité de relier innovation et terrain. Mais l'AgriTech ne décollera vraiment que lorsqu'elle cessera d'être un monde parallèle. Le SIAM 2026 semble avoir compris que le bon sujet n'est plus : "avons-nous des startups ?" Le bon sujet est : "savons-nous les connecter à des filières qui peuvent les rendre utiles, crédibles et durables ?" C'est là que se jouera la différence entre un écosystème prometteur et un écosystème transformateur.



SIAM 2026

By Lodj

COUVERTURE



Tsserkila F'Tomobila | Kia
Maroc @ SIAM 2026



موجد جديد من "Tsserkila F'Stand"
مع نجيب فرحون،
Technician Agricole عند
Movicortes Maroc

AVICULTURE, CAMELIN, GÉNÉTIQUE ANIMALE : TROIS FRONTS STRATÉGIQUES POUR L'AGRICULTURE MAROCAINE

À première vue, l'aviculture, la filière cameline et la génétique animale n'appartiennent pas au même monde. L'une renvoie à une production de masse étroitement liée à la sécurité alimentaire ; l'autre à une filière plus territoriale, plus spécifique, parfois perçue comme marginale ; la troisième relève de la recherche, de la sélection et de la montée en qualité des systèmes d'élevage. Pourtant, le SIAM 2026 les place toutes trois dans son programme scientifique. Ce rapprochement n'a rien d'anecdotique. Il révèle une idée plus profonde : l'agriculture marocaine ne pourra pas relever ses défis futurs avec un modèle unique. Elle devra avancer par spécialisations intelligentes, en consolidant des filières différentes mais stratégiquement complémentaires.

L'aviculture, d'abord, occupe une place particulière. Elle touche directement à la sécurité alimentaire nationale, aux habitudes de consommation et à la capacité du pays à maintenir une offre protéique accessible. La session consacrée à l'encadrement sanitaire du secteur avicole, pensée comme un modèle de partenariat public-privé au service de la santé du cheptel national, montre bien que la priorité n'est pas seulement productive. Elle est aussi sanitaire, organisationnelle et institutionnelle. Dans un secteur aussi sensible, la robustesse ne se mesure pas uniquement au volume. Elle se mesure à la qualité de l'encadrement, à la prévention, à la coordination entre vétérinaires, autorités sanitaires et professionnels, ainsi qu'à la capacité à éviter qu'une vulnérabilité sanitaire ne devienne une vulnérabilité alimentaire. La génétique animale, ensuite, occupe un autre registre,

mais elle répond à la même logique de préparation stratégique. Le SIAM 2026 la présente comme une réponse de la recherche-développement-innovation à la construction d'un système d'élevage durable au Maroc. Derrière cette formulation, on retrouve une conviction de plus en plus forte dans les politiques agricoles contemporaines : dans un contexte de contraintes climatiques et de pression accrue sur les ressources, il ne suffira plus de mieux gérer les animaux existants. Il faudra aussi améliorer les caractéristiques mêmes des cheptels, leur adaptation, leur robustesse, leur performance reproductive et leur capacité à tenir dans des environnements plus exigeants. La génétique devient alors un outil de résilience autant qu'un levier de productivité.

Reste la filière cameline, qui peut sembler plus modeste en volume, mais certainement pas en intérêt. La table ronde scientifique sur son développement au Maroc montre qu'elle est désormais pensée sous l'angle de l'état des lieux, de la conduite technique et sanitaire, mais aussi de la valorisation et de la commercialisation des produits camelins. Cette approche est précieuse. Elle évite de cantonner le camelin à une image patrimoniale ou folklorique. Elle le replace dans une perspective économique, territoriale et de différenciation agricole. Dans certaines zones adaptées, la filière cameline peut représenter une réponse pertinente à la fois aux contraintes écologiques, à la valorisation locale et à la diversification des revenus.



Ce qui relie ces trois fronts, au fond, c'est l'idée de choix stratégiques différenciés. L'aviculture parle de masse, de sécurité alimentaire et d'encadrement sanitaire. La génétique parle d'innovation, de recherche appliquée et de transformation durable des systèmes d'élevage. Le camelin parle d'ancrage territorial, de spécialisation adaptée et de valorisation de niches à fort potentiel. Trois logiques différentes, mais trois réponses possibles à une même question : comment rendre l'agriculture marocaine à la fois plus robuste, plus cohérente et moins dépendante d'une vision uniforme de la performance ?

Le mérite du SIAM 2026 est précisément d'assumer cette pluralité. Il ne propose pas un récit agricole simpliste où une seule solution réglerait tous les problèmes. Il donne à voir un paysage plus réaliste, fait de filières très diverses, de contraintes spécifiques et de réponses elles aussi différenciées. C'est sans doute une bonne nouvelle. Car une agriculture mature ne cherche pas à tout homogénéiser. Elle cherche à articuler intelligemment ses forces.

Le Maroc agricole a besoin de productions de volume, de filières innovantes et de spécialisations territoriales. Il a besoin d'un encadrement sanitaire solide, d'une recherche utile et de modèles économiques capables de valoriser les potentiels locaux. En rassemblant, dans un même horizon, l'aviculture, la génétique animale et le camelin, le SIAM 2026 dit finalement quelque chose d'important : l'avenir ne se jouera pas dans une seule filière miracle, mais dans la capacité à faire tenir ensemble plusieurs stratégies adaptées aux réalités du pays.



RESSOURCES FOURRAGÈRES ET PASTORALES : COMMENT NOURRIR LE CHEPTEL DANS UN PAYS QUI S'ASSÈCHE

Il y a des sujets moins visibles que d'autres, moins spectaculaires, moins vendeurs sans doute, mais qui disent souvent l'essentiel d'une crise. Les ressources fourragères et pastorales font partie de ceux-là. Elles n'occupent pas toujours la une des débats agricoles, et pourtant elles touchent au nerf même de l'élevage.

Le SIAM 2026 a eu raison de leur consacrer une séquence spécifique, centrée sur la rareté croissante de ces ressources et sur la nécessité de répondre aux besoins alimentaires du cheptel. Ce choix est tout sauf secondaire. Il rappelle que derrière la souveraineté alimentaire, la durabilité de l'élevage ou la résilience rurale, il y a une question élémentaire, presque brute : que mangeront les animaux dans un pays de plus en plus sec ?

Le problème est désormais structurel. Les sécheresses répétées, la dégradation de certains parcours, la pression climatique prolongée et la compétition accrue sur les ressources naturelles bouleversent les équilibres traditionnels. Ce qui relevait autrefois de tensions cycliques tend à devenir un régime durable de rareté. Dès lors, nourrir le cheptel ne peut plus être pensé comme une simple variable d'ajustement. Cela devient une question de sécurité productive, de stabilité économique et parfois même de cohésion territoriale. Une exploitation qui ne peut plus sécuriser son alimentation animale entre dans une zone de fragilité où chaque campagne devient plus risquée que la précédente.

Le programme scientifique du SIAM 2026 reflète bien cette complexité. Il ne traite pas seulement la question du fourrage sous l'angle de l'offre classique. Il ouvre plusieurs pistes : valorisation des sous-produits agro-industriels, usage des feuilles d'olivier et des grignons enrichis, réhabilitation et valorisation des parcours, réflexion sur le pastoralisme, retour d'expériences dans les zones arides et comparaisons internationales, notamment avec le Portugal.

Cette diversité est intéressante, car elle montre que la réponse ne viendra pas d'un levier unique. Il faudra combiner innovation, gestion écologique, intelligence territoriale et arbitrages publics.

La valorisation des sous-produits est l'un des axes les plus prometteurs. Dans un contexte de raréfaction des ressources conventionnelles, créer des synergies entre industries végétales et filières animales peut ouvrir des marges nouvelles. Cela ne résoudra pas tout, bien sûr, mais cette logique de circularité devient de plus en plus stratégique. Elle permet d'élargir la base alimentaire du cheptel, de réduire certaines pertes, et parfois de mieux ancrer l'élevage dans un écosystème productif plus intégré. Le fait que cette piste soit présente au SIAM 2026 traduit une forme de réalisme : l'agriculture de demain devra mieux recycler, mieux articuler ses filières et mieux transformer ses contraintes en ressources.

Mais la question ne se limite pas aux innovations alimentaires. Elle est aussi foncière, sociale et territoriale. Le pastoralisme, évoqué comme pilier de la souveraineté alimentaire face aux défis du foncier, du climat et de la relève générationnelle, remet sur la table un sujet souvent traité avec retard. Les parcours ne sont pas seulement des espaces naturels ; ils sont des infrastructures vivantes de l'élevage extensif. Lorsqu'ils se dégradent, c'est tout un système qui s'affaiblit : mobilité des troupeaux, équilibre économique, savoir-faire, organisation communautaire, maintien d'activités dans les zones arides. Réhabiliter les parcours, c'est donc bien plus qu'améliorer une ressource. C'est défendre une architecture rurale.

Le défi est que cette architecture arrive à un moment de saturation. Le climat durcit les conditions, le foncier se complexifie, la pression démographique et économique modifie les usages, et la relève générationnelle n'est plus garantie. Dans ce contexte, les réponses techniques, si utiles soient-elles, devront être soutenues par une gouvernance beaucoup plus fine. Nourrir le cheptel dans un pays qui s'assèche ne sera pas seulement une question d'ingénierie fourragère. Ce sera aussi une question de priorités publiques, de coordination territoriale et de vision à long terme.

Le SIAM 2026 a le mérite de replacer ce sujet à sa juste hauteur. Car sans ressources fourragères sécurisées, sans parcours mieux gérés, sans alternatives sérieuses et sans stratégie cohérente, la résilience de l'élevage restera un mot plus qu'une réalité. Le Maroc agricole le sait de mieux en mieux : dans les années à venir, la bataille de l'élevage se jouera aussi dans cette zone discrète, mais décisive, où se rencontrent herbe rare, climat durci et intelligence collective.



SIAM 2026

By Lodj

COUVERTURE



Tsserkila F'Tomobila | Kia
PV5 @ SIAM 2026 🇻🇳 🇸🇲



@ Tsserkila F'Tomobila | Geely ⚡ 🚚
SIAM 2026 🇻🇳 🇸🇲

PRODUITS DU TERROIR, HUILE D'OLIVE, SYSTÈMES PATRIMONIAUX : LE MAROC AGRICOLE PEUT-IL MIEUX VENDRE SA SINGULARITÉ ?

Dans les grands débats agricoles, les questions de rendement, d'eau, de climat ou de technologie occupent souvent le devant de la scène. Elles sont décisives, bien sûr. Mais elles ne disent pas tout. Une agriculture ne se juge pas seulement à ce qu'elle produit en volume ; elle se juge aussi à ce qu'elle sait valoriser en identité, en qualité, en histoire et en différence. Le programme scientifique du SIAM 2026 le rappelle à sa manière en réservant une place aux produits du terroir, à l'huile d'olive et aux systèmes ingénieux du patrimoine agricole. Ce choix est loin d'être décoratif. Il pose une question stratégique : le Maroc agricole sait-il assez bien transformer sa singularité en valeur économique durable ?

Le sujet mérite d'être pris au sérieux, car il touche à une ressource que beaucoup de pays cherchent aujourd'hui à reconstruire artificiellement : l'authenticité territoriale. Le Maroc, lui, en dispose déjà. Ses terroirs, ses savoir-faire, ses paysages agricoles, ses productions typées, ses traditions oléicoles et ses systèmes anciens d'organisation rurale constituent un capital réel. Encore faut-il qu'il soit reconnu, protégé, raconté et commercialement bien positionné. Or c'est souvent là que le problème commence. Trop de produits de qualité restent sous-valorisés, trop de récits territoriaux restent faibles, trop de filières peinent à faire le lien entre héritage local et exigence contemporaine du marché.

La place donnée, dans le programme du SIAM 2026, à la remise des prix des produits du terroir et à celle de l'huile d'olive n'est donc pas anodine. Elle traduit l'idée qu'une partie de la compétitivité agricole ne se joue pas seulement dans les volumes exportables ou les gains de productivité, mais dans la capacité à construire de la valeur ajoutée autour de l'origine, de la qualité et de la différenciation. L'huile d'olive en est un exemple emblématique. Elle peut être un simple produit parmi d'autres, soumis à la concurrence par les prix. Mais elle peut aussi devenir un marqueur de gamme, de provenance, de savoir-faire, de confiance et de réputation. Toute la différence est là.

Le même raisonnement vaut pour les systèmes patrimoniaux évoqués dans la séquence consacrée aux "Systèmes Ingénieux du Patrimoine Agricole". Le terme est important. Il ne s'agit pas seulement de patrimoine au sens nostalgique ou muséal. Il s'agit d'une agriculture patrimoniale pensée comme ressource de développement territorial.

Le programme mentionne d'ailleurs un cadre stratégique national, un appui de la FAO, ainsi que des exemples concrets d'ancrage territorial et de transformation après reconnaissance. Cela signifie que le patrimoine agricole commence à être regardé non comme une survivance du passé, mais comme un levier possible de développement, d'attractivité et d'organisation locale.

Cette approche est particulièrement intéressante dans un moment où beaucoup de territoires ruraux cherchent une voie entre modernisation nécessaire et préservation de leur singularité. L'erreur serait de croire que patrimoine et performance s'opposent mécaniquement. En réalité, une agriculture patrimoniale bien valorisée peut produire de la qualité, soutenir le tourisme, renforcer une identité territoriale, maintenir des savoir-faire, structurer des circuits de commercialisation plus intelligents et offrir des débouchés plus rémunérateurs que la simple compétition par les prix. Encore faut-il sortir d'une logique où l'on célèbre le terroir sans lui donner les outils de sa montée en valeur.

Car c'est bien là le nœud. Le Maroc agricole possède des atouts de singularité, mais il ne les convertit pas toujours assez en puissance de marché. Il manque parfois du récit, parfois de la normalisation, parfois de la commercialisation, parfois du packaging institutionnel ou privé capable de faire exister pleinement cette différence sur les marchés nationaux et internationaux. Un terroir mal raconté reste local. Un terroir bien structuré peut devenir une signature.

Le SIAM 2026 a raison de remettre ces sujets dans l'agenda. Dans un monde agricole soumis à la standardisation, la singularité devient une force stratégique. Non pas une force romantique, mais une force économique. Le Maroc ne gagnera pas seulement en produisant plus ; il gagnera aussi en sachant mieux vendre ce qu'il est, ce que ses territoires portent, et ce que son agriculture a d'irremplaçable.

C'est peut-être là l'un des chantiers les plus subtils, mais aussi les plus prometteurs : faire du terroir autre chose qu'un label sympathique, et du patrimoine agricole autre chose qu'une mémoire exposée. En faire, enfin, une valeur pleinement assumée.



SIAM 2026

By Lodj

COUVERTURE



 Tsserkila F'Tomobila |
Volkswagen Utilitaires @ SIAM
2026



| Tsserkila F'Tomobila 
Nouveau Kia Tasman @ SIAM 2026



PRODUIRE MIEUX, PERDRE MOINS, NOURRIR DURABLEMENT : LE VRAI CHANTIER DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

Le mérite du SIAM 2026 est de rappeler, presque en creux, que l'agriculture ne peut plus être pensée uniquement du point de vue de la production. Produire reste essentiel, bien sûr. Mais produire davantage ne suffit plus à répondre aux défis du moment si l'on continue de perdre une partie importante de la valeur en chemin, si les fragilités nutritionnelles persistent, si les crises extérieures déstabilisent l'accès à l'alimentation, et si les systèmes restent trop vulnérables aux chocs climatiques ou géopolitiques. La session consacrée à la transformation et à la durabilité des systèmes agroalimentaires au Maroc résume parfaitement ce déplacement. Elle place dans une même séquence le système alimentaire mondial, les pertes et le gaspillage, les crises climatiques et géopolitiques, la nutrition et les pertes post-récolte. Autrement dit, elle oblige à regarder l'ensemble de la chaîne.

Ce changement de regard est décisif. Pendant longtemps, beaucoup de politiques agricoles ont été construites autour d'un réflexe presque automatique : sécuriser l'offre, améliorer les rendements, soutenir les filières, investir dans l'amont. Tout cela demeure nécessaire. Mais l'époque impose une vision plus large. Une agriculture peut produire davantage et laisser pourtant se creuser des inefficacités massives entre le champ et l'assiette. Elle peut gagner en volume tout en perdant en résilience. Elle peut soutenir l'offre sans corriger suffisamment les pertes, le gaspillage, les déséquilibres nutritionnels ou la dépendance à des chaînes d'approvisionnement externes fragiles.

Le SIAM 2026 semble précisément prendre acte de cette réalité. En intégrant les pertes post-récolte et le gaspillage dans sa réflexion sur les systèmes agroalimentaires, il rappelle qu'une partie de la souveraineté alimentaire se joue dans la qualité de l'organisation, pas seulement dans la quantité produite. Une récolte perdue faute de stockage, de logistique, de valorisation ou de transformation est un échec silencieux, mais très concret. Dans un pays confronté à la rareté de l'eau, à la pression climatique et à des arbitrages de plus en plus serrés sur les ressources, cette question devient même stratégique : perdre moins, c'est déjà produire mieux.

Le lien avec la nutrition est tout aussi important. Le programme scientifique ne se contente pas de parler d'agriculture comme d'un secteur productif ; il la relie explicitement à l'alimentation. C'est une avancée utile. Car un système agroalimentaire n'est pas jugé seulement à sa capacité à remplir des marchés, mais à sa capacité à nourrir correctement, durablement et de façon accessible. Dès lors, la réflexion agricole ne peut plus ignorer les enjeux de qualité nutritionnelle, de transformation des régimes alimentaires, d'accessibilité et d'équilibre. Là encore, l'enjeu n'est pas de produire plus pour produire plus, mais de produire de façon cohérente avec les besoins réels de la société.

Le programme a aussi raison d'introduire la variable géopolitique. Dans un monde de plus en plus instable, les systèmes alimentaires deviennent sensibles aux tensions extérieures, aux perturbations logistiques, aux hausses de prix, aux ruptures d'approvisionnement et aux changements rapides des marchés mondiaux. Le climat et la géopolitique ne sont plus des arrière-plans ; ils entrent désormais dans le cœur du calcul agricole. C'est ce qui rend la notion de durabilité plus exigeante. Être durable, ce n'est pas seulement être plus vert. C'est être plus robuste, plus sobre, plus organisé et moins exposé aux fragilités évitables.

Au fond, le SIAM 2026 pose une question de maturité. Le Maroc agricole est-il prêt à raisonner en système plutôt qu'en segments ? Est-il prêt à lier production, stockage, transformation, nutrition, lutte contre les pertes, organisation des filières et résilience stratégique ? C'est probablement là que se trouve le vrai chantier des prochaines années.

Produire mieux, perdre moins, nourrir durablement : la formule peut sembler simple. Elle est en réalité très exigeante. Elle demande moins de communication par silos et davantage de cohérence. Elle oblige à sortir d'une vision partielle de l'agriculture pour entrer dans une intelligence complète de l'alimentation. Et c'est peut-être, au fond, la leçon la plus forte de ce SIAM 2026 : l'avenir agricole ne se jouera pas seulement dans les champs, mais dans la manière dont tout un système apprend enfin à tenir ensemble.



SIAM 2026

By Lodj

COUVERTURE



مع تعاونية Tsserkila F'Stand مع تعاونية
أذواق مرموشة | أخبير عائشة



الحسين Tsserkila F'Stand 3and...
بكرين | تعاونية بكرين الفلاحية لإنتاج العسل

LES 10 QUESTIONS QUI TRAVERSENT LE SIAM 2026

Le SIAM 2026 ne se contente pas d'aligner des conférences. Il fait remonter, presque malgré lui, une série de questions de fond qui dépassent le salon lui-même. Des questions qui concernent l'avenir du modèle agricole marocain, sa capacité d'adaptation, sa cohérence économique et sa solidité sociale. En voici dix, simples dans leur formulation, mais lourdes dans leurs implications. Elles peuvent servir de page d'ouverture, d'encadré central ou de respiration magazine au sein du numéro.

1. Peut-on encore produire plus avec moins d'eau ?

C'est sans doute la question cardinale. Elle conditionne une partie des arbitrages à venir, des choix de culture aux modèles d'exploitation, en passant par l'aménagement et l'investissement.

2. L'élevage marocain peut-il devenir durablement résilient ?

Entre climat, alimentation animale, génétique, parcours et innovation, l'élevage concentre une grande partie des fragilités du système agricole.

3. Le digital agricole est-il déjà dans le réel ou encore dans la promesse ?

Le programme parle transformation digitale, données, confiance, élevage de précision, Agritech. Mais la vraie question reste celle de l'usage concret sur le terrain.

4. Qui contrôlera demain la donnée agricole ?

À mesure que l'agriculture se numérise, la donnée devient un actif. Sa gouvernance, sa protection et sa valeur deviennent des sujets stratégiques.

5. Pourquoi les jeunes ne voient-ils pas encore massivement l'agriculture comme un avenir ?

Le secteur a besoin de renouvellement, mais peine encore à apparaître comme une trajectoire professionnelle désirable, stable et moderne.

6. L'inclusion financière rurale peut-elle changer vraiment la donne ?

Sans accès fluide aux paiements, au crédit, à l'assurance et aux outils financiers, la modernisation agricole reste incomplète.

7. Les startups Agritech peuvent-elles dépasser le stade du pitch ?

Le vrai test n'est pas l'idée, mais l'intégration dans les filières, la viabilité économique et la diffusion à grande échelle.

8. Comment nourrir le cheptel dans un pays qui s'assèche ?

Ressources fourragères, pastoralisme, sous-produits valorisés, gestion des parcours : c'est un sujet technique, mais aussi politique.

9. Le Maroc agricole sait-il assez bien vendre sa singularité ?

Produits du terroir, huile d'olive, patrimoine agricole : la valeur ne se joue pas seulement dans la production, mais aussi dans la différenciation.

10. Le pays est-il prêt à raisonner en système agroalimentaire plutôt qu'en filières séparées ?

Produire, stocker, transformer, nourrir, réduire les pertes, intégrer la nutrition et résister aux chocs : c'est sans doute le vrai saut conceptuel en cours.



SIAM 2026

By Lodj

COUVERTURE



...Tsserkila F'Stand 3and 🌿🏠
تعاونية الغزلان | جهة بني ملال خنيفرة



مصطفى ...Tsserkila F'Stand 3and... 🌿🏠
إسماعيل | تعاونية أولاد مريم

LES CHIFFRES-CLÉS DU SIAM 2026 QUI TRAVERSENT LE SIAM 2026

Le programme scientifique du SIAM 2026 donne à voir un salon dense, très structuré, où la production animale, l'eau, le digital, l'emploi, l'innovation et les systèmes agroalimentaires occupent une place centrale. Voici les principaux chiffres à retenir pour une page magazine claire, rapide et utile.

15 temps forts scientifiques majeurs

Le programme couvre 15 grandes séquences entre le 21 et le 27 avril 2026 : conférence inaugurale de haut niveau, panels thématiques, tables rondes, remises de prix et rencontres institutionnelles. Cela confirme que le SIAM 2026 ne se limite pas à l'exposition ; il assume aussi une fonction de cadrage stratégique.

7 jours de programmation

Le calendrier s'étend du mardi 21 avril au lundi 27 avril 2026, avec un cœur scientifique particulièrement dense entre le 21 et le 25 avril.

900 participants attendus pour la grande conférence d'ouverture

SIAM 2026 en bref

- 7 jours de programmation
- 15 temps forts majeurs
- 4 salles principales + le Ring
- 900 participants pour la conférence inaugurale
- 200 à 300 participants pour la plupart des sessions clés
- 1 thème dominant : la transition agricole sous contrainte
- 5 axes forts : élevage, eau, digital, emploi, systèmes agroalimentaires



SIAM 2026

By Lodj

COUVERTURE



...Tsserkila F'Stand 3and 🌿🌱
الغرابي سعاد | اتحاد مبادرة الجنوب



خديجة Tsserkila F'Stand 3and...
شكري | تعاونية الأمانى

CHAPÔ GÉNÉRAL

Le SIAM 2026 ne raconte pas une agriculture marocaine installée dans le confort. Il donne à voir un secteur entré dans une phase plus exigeante, plus technique et plus stratégique, où l'eau, l'élevage, le digital, l'emploi rural, l'innovation et les systèmes agroalimentaires cessent d'être des sujets séparés pour former un même champ de tensions et de décisions. À travers ce numéro spécial, L'ODJ Média propose une lecture claire de ce moment charnière :



الدورة 18 من 20 إلى 28 أبريل 2026
18^{ème} édition, du 20 au 28 avril 2026

celui d'une agriculture appelée non seulement à produire, mais à durer, s'adapter, se réorganiser et retrouver de la cohérence sous contrainte.

SIAM 2026

By Lodj

COUVERTURE



تسركلا ف'ستاند 3اند ... جهة
گلميم وادي نون



عمر ... Tsserkila F'Stand m3a...
الهاوي | كساب من سيدي بنور

CONCLUSION GÉNÉRALE : VERS LE SIAM 2027

Au fond, le SIAM 2026 aura eu un mérite rare : celui de déplacer le regard. Il n'a pas seulement exposé des filières, des innovations, des savoir-faire ou des ambitions. Il a montré une agriculture marocaine obligée de penser plus large, plus finement et plus lucidement. Une agriculture qui ne peut plus se contenter d'additionner des performances sectorielles, parce que les contraintes se parlent désormais entre elles. L'eau pèse sur l'élevage. L'élevage renvoie aux ressources fourragères. Le digital ouvre la question de la donnée. L'emploi agricole ramène à la formation, à l'attractivité et à la dignité économique. Les systèmes agroalimentaires imposent de relier production, pertes, nutrition, transformation et souveraineté. Ce que le salon a mis en scène, ce n'est donc pas seulement un secteur en mouvement. C'est un système en recomposition.

Cette édition 2026 aura aussi laissé une impression plus profonde : celle d'un passage. Le SIAM n'est plus seulement le lieu où l'on célèbre l'agriculture. Il devient de plus en plus le lieu où l'on mesure ce qu'elle peut encore promettre, ce qu'elle doit corriger, et ce qu'elle ne peut plus repousser. C'est une évolution saine. Car dans une époque de stress hydrique durable, de pression climatique, de tensions géopolitiques, de concurrence accrue et d'exigence sociale plus forte, l'agriculture ne peut plus être pilotée comme un simple secteur productif. Elle doit être pensée comme une question stratégique nationale.

Dès lors, la vraie question n'est peut-être déjà plus celle du SIAM 2026, mais celle du SIAM 2027. Que devra montrer la prochaine édition pour marquer un vrai progrès ? Sans doute moins de promesses générales et davantage de résultats lisibles. Des avancées concrètes sur la gestion de l'eau. Une meilleure visibilité sur la diffusion réelle des innovations. Des réponses plus structurées sur l'attractivité des métiers agricoles. Des filières mieux articulées entre recherche, financement, territoire et marché. Une valorisation plus aboutie des singularités marocaines, qu'il s'agisse des produits du terroir, de l'huile d'olive, des patrimoines agricoles ou des modèles adaptés aux zones arides. Et surtout, une capacité plus nette à relier les décisions publiques, les besoins du terrain et les transformations attendues.

Vers le SIAM 2027, l'attente sera donc plus élevée. Non parce que le salon devrait tout résoudre, mais parce qu'il a lui-même contribué à hausser le niveau du débat. En 2026, il a posé les bonnes questions. En 2027, il sera jugé aussi sur la manière dont ces questions auront commencé à produire des réponses.

C'est peut-être cela, au fond, la meilleure nouvelle. Quand un grand rendez-vous agricole cesse d'être seulement un espace de vitrine pour devenir un espace de vérité, il devient utile. Et quand il devient utile, il prépare déjà l'étape suivante. Vers le SIAM 2027, il ne s'agira plus seulement de montrer que l'agriculture marocaine change. Il faudra commencer à prouver comment elle tient.



SIAM 2026

By Lodj

COUVERTURE

LODJ

صرخة ...Tsserkila F'Stand 3and
كساب من قلب Siam



LODJ

مع زائر، "Tsserkila F'Siam" موعد جديد من
SIAM من قلب أجواء

STRESS HYDRIQUE, RETOURNEMENT PLUVIOMETRIQUE, SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : L'AGRICULTURE MAROCAINE À L'HEURE DES ARBITRAGES STRATÉGIQUES.

En quelques décennies, le Maroc a changé de catégorie. Pas progressivement. Par bascule. Pays réputé relativement bien doté en eau dans les années 1960, il franchit aujourd'hui le seuil officiel du stress hydrique sévère : dotation par habitant tombée sous les 600 m³, perspective documentée de passer sous les 500 m³ d'ici 2030-2040, demande projetée à près de 18,6 milliards de mètres cubes à l'horizon 2050 pour des ressources disponibles en contraction. Le déficit attendu dépasse les 7 milliards de mètres cubes. Ce n'est pas un scénario catastrophe de bureau d'études. C'est l'arithmétique d'un régime hydrique qui a changé de nature, indépendamment des variations interannuelles.

Le paradoxe de la séquence actuelle rend le diagnostic difficile à porter. Les barrages se remplissent en 2025-2026. Trois régions agricoles affichent des indicateurs au vert. Les emblavements s'approchent des objectifs. Ce sursaut pluviométrique ne contredit pas la tendance lourde — il l'obscurcit, au pire moment. Car c'est précisément dans ces fenêtres de répit que les décisions structurantes peuvent être prises, ou différées. Et différer, ici, a un coût qui s'accumule silencieusement.

Une contrainte qui change de nature, pas seulement d'intensité

La sécheresse n'est plus un aléa gérable par les instruments classiques de la gestion de crise. Depuis 2015, la succession d'années déficitaires a transformé l'exception en régime de base. L'amplitude des récoltes céréalières en témoigne avec une brutalité statistique : entre une année humide à plus de 100 millions de quintaux et une année sèche à 30 millions, c'est l'ensemble du tissu agro-industriel, de l'emploi saisonnier et de la facture d'importations qui oscille. Ce n'est plus de la volatilité. C'est une prime de risque structurelle, intégrée — souvent implicitement — dans le modèle de développement.

La pluviométrie ne baisse pas seulement en volume. Elle devient erratique, concentrée, imprévisible. Le Maroc entre dans une économie de la variabilité hydrique, où l'incertitude est la norme, et où l'agriculture — qui concentre 85 à 87 % des prélèvements nationaux — se retrouve en première ligne. Non pas comme victime passive, mais comme principal point de friction entre impératif économique et contrainte physique. Toute politique de sobriété hydrique est, structurellement, une politique agricole. La réciproque est vraie : toute politique agricole est désormais une décision d'allocation de ressource rare.

Trois fractures qui structurent le débat

Le débat sur l'eau agricole au Maroc se déploie sur trois lignes de tension. Elles ne sont pas nouvelles. Ce qui change, c'est qu'elles ne peuvent plus être gérées simultanément sans arbitrages explicites.

La première fracture oppose cultures d'exportation et souveraineté céréalière. Le modèle agro-exportateur marocain s'est construit sur une mobilisation croissante de l'eau pour produire des filières à haute valeur marchande — tomates, agrumes, fruits rouges, avocat — destinées aux marchés européens. En parallèle, les productions de base, moins rentables hydriquement, ont reculé, renforçant la dépendance aux importations. Le compromis qui s'est installé, ces vingt dernières années, repose sur un enchaînement clair : concentrer la ressource hydrique sur des cultures à forte valeur marchande, transformer cette valeur en devises, puis sécuriser les approvisionnements essentiels sur les marchés internationaux. Vu des agrégats macroéconomiques, l'équation se tient, mais sa robustesse à l'horizon 2035-2040 est désormais en débat, surtout depuis que les chocs de 2021-2022 sur les céréales ont montré que la dépendance aux marchés mondiaux a un coût systémique mesurable, en facture d'importations comme en instabilité sociale latente.



La deuxième fracture sépare les périmètres irrigués modernes du monde pluvial vulnérable. D'un côté, les grands périmètres — Tadla, Gharb, Loukkos — ont bénéficié des investissements du Programme National d'Économie d'Eau en Irrigation, avec irrigation localisée, hausse de la productivité volumétrique et revenus en progression. La plaine du Saïss s'inscrit dans cette dynamique, avec un projet de sauvegarde de 30 000 hectares alimentés par le barrage M'Daz, conçu pour substituer progressivement l'eau de surface aux prélèvements sur la nappe. Chtouka ou El Guerdane incarnent un autre visage de ce modèle : une agriculture capitalisée, compétitive à l'export, mais dont la dépendance croissante au dessalement représente un coût de production en mutation rapide. De l'autre côté, 80 % des surfaces agricoles nationales restent en Bour, directement exposées aux aléas, sans filet d'infrastructure. Zagora et Tata préfigurent les tensions à venir : conflits d'usage ouverts autour d'aquifères surexploités, autour de cultures jugées insoutenables. Sans ajustement de la politique hydrique, ce Bour profond resterait l'espace le plus exposé à une dynamique d'exode rural.

La troisième fracture est sociale et financière. Les exploitations capitalisées, équipées, parfois fortement mécanisées, disposent de la flexibilité pour absorber une eau plus chère. Le tissu des petites exploitations familiales, intensives en travail et faiblement capitalisées, n'a pas cette marge d'ajustement. Prises en état entre stress hydrique et décrochage économique, elles incarnent ce qu'on peut appeler la souveraineté rurale : une notion qui ne se mesure pas en tonnes produites ou en devises générées, mais en emplois stabilisés et en populations maintenues dans les territoires. Raisonner exclusivement en productivité par m³, sans intégrer cette dimension, c'est optimiser une équation en omettant une variable décisive.

Le bouclier hydrique : un portefeuille sous tension

Le Plan National de l'Eau 2020-2050, l'ambition de dessalement à 1,7 milliard de m³ par an et le programme des autoroutes de l'eau — dont la première interconnexion Sebou-Bouregreg est déjà en service et la liaison vers l'Oum Er-Rbia programmée pour fin 2026 — constituent un portefeuille d'actifs hydriques réels, dont la cohérence interne est plus que défendable.

Sécuriser l'eau potable de la métropole pour libérer des capacités d'irrigation ailleurs, produire de l'eau indépendamment de la pluviométrie pour des filières à haute valeur : la logique est claire.

Mais ce portefeuille bute sur un mécanisme bien identifié : lorsque l'efficacité technique de l'irrigation augmente sans que les incitations soient reformulées, la capacité libérée est immédiatement réallouée à l'extension des surfaces. Le résultat net sur la ressource peut être nul, voire négatif. C'est ce qui s'est produit. L'eau économisée à la parcelle n'a pas été restituée à la ressource — elle a été réinvestie. Extension des surfaces, intensification des cultures, basculement vers des filières plus consommatrices : l'efficacité technique s'est transformée en levier d'expansion. Ce phénomène explique pourquoi des décennies d'investissement dans le goutte-à-goutte n'ont pas réduit la pression sur les nappes dans plusieurs bassins.

Un changement de logiciel est en cours, encore fragile. La notion de productivité volumétrique — valeur ajoutée par mètre cube d'eau — émerge dans les réflexions de l'IMIS, de l'IRES et de certains départements ministériels comme nouveau critère d'allocation. Des premières idées de conditionnalité apparaissent : subventions et autorisations de projets export subordonnées à des bilans hydriques certifiés. La coordination institutionnelle reste incomplète et les données fragmentées, tandis que les organes de pilotage de la politique de l'eau ne sont encore qu'en phase de montée en puissance opérationnelle.

2030-2040 : trois trajectoires, un choix politique

L'horizon prospectif se structure en trois scénarios dont les paramètres différenciateurs sont moins techniques que politiques.

Le scénario d'inertie prolonge la trajectoire actuelle : investissements lourds en infrastructure, mais sans basculement des incitations. L'extension continue des cultures hydro-intensives aggrave le déficit des nappes, les tensions s'intensifient dans les zones de Bour, la facture d'importations se creuse à chaque épisode sec. Le modèle tient à court terme. Il accumule néanmoins des fragilités qui rendent chaque nouveau choc plus coûteux à absorber.



Le scénario d'ajustement maîtrisé introduit une refonte graduelle des aides et de la tarification pour encourager les cultures sobres, plafonner les usages dans les zones critiques et redéployer progressivement les filières hydrovores vers des bassins mieux dotés. C'est une trajectoire encore tendue, mais compatible avec une stabilisation de la ressource à moyen terme, sans rupture sociale majeure.

Le scénario de transformation hydro-intelligente va plus loin : déploiement généralisé des indicateurs de valeur par m³, stress tests hydriques systématiques pour les projets d'investissement agricole, système national de données unifié. La recomposition des cartes de cultures ferait émerger de nouveaux clusters – cactus, arganier, légumineuses, olivier pluvial – adossés à des chaînes de valeur locales. L'agriculture marocaine deviendrait un laboratoire de gestion de la rareté à l'échelle internationale : nourricière, génératrice d'emplois ruraux, compétitive sur des niches export ciblées. Ce scénario n'est pas utopique. Il est simplement le plus exigeant en termes de gouvernance.

Gouverner la rareté : l'agenda qui ne peut plus attendre

Les conditions d'un basculement vers le deuxième ou troisième scénario sont connues. Pour les pouvoirs publics, l'enjeu central est d'ancrer la productivité volumétrique dans tous les instruments de soutien – aides, subventions, accès au foncier irrigué, autorisations d'eau – sans quoi les investissements en infrastructure continueront d'être captés par une logique d'extension plutôt que d'efficacité. Pour les interprofessions, les contrats de nappe et contrats de bassin, avec des objectifs partagés de réduction des prélèvements, constituent le format le plus adapté à une gouvernance territoriale de la ressource. Pour les investisseurs, l'intégration d'un volet risque hydrique dans toute décision d'investissement agricole n'est plus une option de due diligence avancée : la sensibilité au prix du m³, la dépendance au dessalement et l'exposition aux restrictions réglementaires sont des paramètres de valorisation à part entière.

La question de l'eau agricole marocaine n'est pas une question environnementale. C'est une question d'arbitrages – entre filières, entre territoires, entre temporalités – que le pays a jusqu'ici différés parce que les barrages se remplissaient encore assez souvent pour rendre les choix douloureux facultatifs. Ce temps-là est compté. Le triangle eau-export-emploi rural ne peut plus être géré par défaut : sécuriser le minimum vital alimentaire, maintenir un moteur d'export générateur de devises, éviter la fracture sociale qu'un exode rural massif produirait sur les équilibres territoriaux – ces trois impératifs entrent désormais en concurrence directe, et l'absence de hiérarchie explicite rend les arbitrages plus opaques, donc plus difficiles à piloter. La vraie souveraineté hydrique ne commence pas quand on a assez d'eau. Elle commence quand on sait, collectivement et explicitement, ce qu'on en fait.

PAR

Hicham El aadhani

Consultant en intelligence stratégique
et risques géopolitiques



By Lodj

L'ODJ MÉDIA

N'EST PAS UNE ASSURANCE,



Mais elle
vous protège
des **fake news.**

CHAQUE JOUR, NOUS PRÉSERVONS VOS IDÉES
ET VOTRE ESPRIT DES MANIPULATIONS.

WWW.LODJ.MA

SIAM 2026 : SMURFIT WESTROCK MAROC MET LE PACKAGING AU CENTRE DE LA PERFORMANCE AGRICOLE

Présente au SIAM 2026 à Meknès, Smurfit Westrock Maroc met en avant une idée simple, mais structurante : dans l'agriculture et l'agroalimentaire, la performance ne dépend plus seulement de la production, mais aussi de la capacité à acheminer les produits dans les meilleures conditions. À travers ses solutions d'emballage, le groupe veut se positionner comme un partenaire clé de la compétitivité et de la durabilité des filières marocaines.

Packaging : un levier discret, mais décisif

Au Salon international de l'agriculture au Maroc, les projecteurs se tournent souvent vers les productions, les équipements ou les grands enjeux de souveraineté alimentaire. Plus rarement vers le packaging. C'est précisément ce contrechamp que Smurfit Westrock Maroc a choisi d'occuper au SIAM 2026, en affirmant que l'emballage est devenu un maillon stratégique dans la performance des filières agricoles et agroalimentaires. Dans une économie où la qualité d'un produit ne se joue plus uniquement au moment de sa production, mais tout au long de sa circulation, l'emballage sort du registre du support discret pour entrer dans celui de l'infrastructure économique.

L'argument défendu par l'entreprise repose sur une idée de plus en plus admise dans les chaînes de valeur modernes : produire ne suffit pas, encore faut-il protéger, transporter, présenter et livrer dans de bonnes conditions. Cette logique concerne aussi bien les marchés locaux que les circuits agroalimentaires, les filières avicoles ou les débouchés à l'export. Dans chacun de ces segments, le packaging intervient comme un outil de préservation de la qualité, d'optimisation logistique et d'adaptation aux contraintes concrètes du stockage, du transport et de la distribution. À une époque où la compétitivité se mesure aussi à la capacité de limiter les pertes après récolte ou après transformation, l'emballage devient un levier à part entière de création de valeur.

Au SIAM 2026, Smurfit Westrock Maroc a cherché à illustrer cette idée de façon visible. La reproduction en carton du véhicule NEO, présenté comme la première voiture conçue au Maroc, ainsi qu'un tuktuk entièrement réalisé en fibre, ont servi de démonstrateurs. Au-delà de l'effet visuel, ces installations entendaient montrer la polyvalence des matériaux, leur capacité d'adaptation et la place que peut occuper l'innovation dans un domaine souvent perçu comme purement fonctionnel. Cette approche a d'ailleurs été récompensée par le prix du meilleur stand du pôle Agro-fouritures, distinction qui vient renforcer la visibilité de l'entreprise dans ce rendez-vous majeur du secteur.

Par ailleurs, depuis l'inauguration de son site de Rabat en 2023, avec un investissement de plus de 40 millions d'euros, Smurfit Westrock Maroc a renforcé son ancrage local. L'ouverture en 2025 d'un Experience Centre, présenté comme le premier centre d'innovation de ce type en Afrique, s'inscrit dans cette stratégie. L'objectif est de développer avec les clients des solutions sur mesure, en mobilisant des outils comme l'intelligence artificielle, la réalité virtuelle, la simulation logistique ou l'analyse prédictive. Ce positionnement permet à l'entreprise de se présenter non seulement comme un fabricant d'emballages, mais comme un acteur de l'optimisation industrielle.

Dans le contexte actuel, cette vision s'insère dans des débats plus larges sur la durabilité, la résilience logistique et la souveraineté alimentaire. En réduisant les pertes, en améliorant la conservation et en facilitant la circulation des produits, le packaging contribue indirectement à la solidité des filières. Smurfit Westrock Maroc cherche ainsi à imposer une conviction simple : dans l'agriculture contemporaine, la différence ne se joue plus seulement dans ce qui est produit, mais dans la manière dont cela est livré.



SIAM 2026

By Lodj

COUVERTURE



Tsserkila F'Stand 3and...
Mohamed El Yaakoubi |
AGRICOST



Tsserkila F'Stand 3and... عبد
الواحد معط الله زائر

PRODUITS DUTERROIR

455 MÉDAILLES POUR LE SAVOIR-FAIRE MAROCAIN AU SIAM

Le Salon international de l'agriculture au Maroc a consacré cette année encore les produits du terroir, avec 455 médailles attribuées lors du concours national organisé à Meknès. Cette distinction illustre à la fois la richesse du patrimoine agricole marocain et les progrès réalisés en matière de qualité, de transformation et de valorisation commerciale.

Le concours met en lumière la qualité croissante des filières locales et coopératives

Le terroir marocain a une nouvelle fois occupé le devant de la scène au SIAM 2026. Réuni à Meknès, le concours marocain des produits du terroir a récompensé 455 productions, confirmant la vitalité d'un secteur devenu l'un des symboles les plus visibles de la montée en gamme de l'agriculture nationale. Selon les données relayées à l'occasion de cette édition, 1.375 produits étaient en compétition. Au total, 134 médailles d'or, 141 d'argent et 180 de bronze ont été attribuées, en plus de prix d'excellence et d'une distinction spéciale dédiée à l'innovation.

Au-delà des chiffres, ce palmarès raconte une évolution de fond. Longtemps perçus comme des productions locales à diffusion limitée, les produits du terroir occupent désormais une place croissante dans les stratégies de valorisation agricole et de développement territorial. Huiles, miels, dattes, safran, câpres, plantes aromatiques, couscous, amandes ou produits transformés issus de savoir-faire régionaux ne relèvent plus uniquement d'un héritage culturel. Ils deviennent des marqueurs économiques, porteurs de différenciation, de revenu pour les coopératives et d'attractivité pour les territoires ruraux.

Le SIAM joue ici un rôle de vitrine mais aussi d'accélérateur. En mettant en compétition les producteurs et en valorisant la qualité, le salon installe une logique d'exigence qui pousse les filières à améliorer la transformation, l'emballage, la traçabilité et le positionnement commercial. Les distinctions remises à Meknès ne servent donc pas uniquement à célébrer des produits appréciés pour leur goût ou leur authenticité. Elles renforcent aussi leur crédibilité sur le marché national et, potentiellement, à l'export. Dans un contexte où les consommateurs prêtent davantage attention à l'origine, à la qualité et à l'identité des produits alimentaires, cette reconnaissance institutionnelle a un effet concret.



La réussite de cette édition confirme aussi la place stratégique du terroir dans le modèle agricole marocain. Elle montre que la souveraineté alimentaire ne se limite pas aux volumes de production ou aux grandes cultures. Elle passe également par la capacité à valoriser les ressources locales, à soutenir les petits producteurs et à transformer le patrimoine agricole en levier de développement inclusif. Les 455 médailles du SIAM 2026 disent donc quelque chose de plus profond qu'un palmarès : elles révèlent un Maroc rural qui cherche à conjuguer identité, qualité et création de valeur. Et, visiblement, il y parvient de mieux en mieux.

SIAM 2026

By Lodj

COUVERTURE



  **Tsserkila F'Tomobila**
m3a... Ayoub Dokkani | Bamy
Trucks Maroc - Forland Motors



SÉMINAIRE SUR LES SYSTÈMES INGÉNIEUX DU PATRIMOINE AGRICOLE

Dans le cadre de la 18^e édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc, le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts a organisé, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), un séminaire sur le thème : « Les Systèmes ingénieux du patrimoine agricole : approche novatrice d'intégration de l'agriculture patrimoniale et traditionnelle dans le processus territorial de développement ».

Une collaboration entre le ministère de l'agriculture et la FAO

L'événement s'est tenu en présence de M. Ahmed El Bouari, Ministre de l'Agriculture, et de M. Alexandre Huynh, Représentant de la FAO à Rabat. Ce séminaire a permis de discuter des moyens d'intégrer l'agriculture patrimoniale et traditionnelle dans le développement territorial, tout en préservant les systèmes agricoles traditionnels et la biodiversité associée.

Selon l'initiative SIPAM lancée par la FAO, l'objectif est d'identifier et de préserver ces systèmes agricoles, ainsi que les moyens de subsistance des populations qui en dépendent. Ces systèmes ingénieux témoignent de la capacité des agriculteurs à s'adapter aux défis du changement climatique et à garantir la sécurité alimentaire.

Le séminaire a également été marqué par la signature d'une lettre d'entente entre le Ministère de l'Agriculture et la FAO, visant à soutenir le Programme national des Systèmes Ingénieux du Patrimoine Agricole Marocain (SIPAM). Ce programme a pour but d'identifier, protéger, promouvoir et valoriser le patrimoine agricole et rural du Maroc.

Les systèmes SIPAM sont considérés comme des outils précieux pour préserver la diversité biologique et culturelle, promouvoir l'innovation et renforcer les capacités locales. Le programme national permettra de mieux protéger et valoriser le patrimoine agricole dans les territoires concernés.

La signature de cette lettre d'entente représente une étape significative dans la collaboration entre le Ministère de l'Agriculture et la FAO, visant à promouvoir la durabilité et la résilience des systèmes agricoles au Maroc, en adoptant une approche holistique de conservation du patrimoine agricole, tout en mettant l'accent sur l'innovation et la participation locale.



SIGNATURE DE LA CONVENTION JAZARI : UN PAS VERS LA DIGITALISATION DE L'AGRICULTURE AU MAROC

Lors de la 18^e édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM), M. Ahmed El Bouari, Ministre de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, a signé une convention de partenariat avec Mme Amal El Fallah Seghrouchni, Ministre Déléguée auprès du Chef du Gouvernement chargée de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration. Cet accord vise à renforcer la coopération entre les deux ministères en matière de solutions intelligentes, notamment l'intelligence artificielle (IA), pour digitaliser le secteur agricole marocain.



Dans son discours, Mme El Fallah Seghrouchni a souligné l'importance de cette initiative pour accompagner la transition numérique à l'échelle nationale. Elle a mentionné la création de la « Réseau de la performance JAZARI », un réseau d'instituts destiné à rassembler chercheurs, entrepreneurs technologiques, et administrations publiques pour favoriser l'innovation et le développement dans le domaine numérique.

« Nous avons élaboré une feuille de route pour l'intelligence artificielle, et nous sommes ravis que l'agriculture soit un secteur clé dans ce processus », a-t-elle déclaré. Elle a également évoqué l'importance de développer des outils numériques tels que des centres de données et des plateformes de développement logiciel pour accompagner cette transformation.

La convention JAZARI s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale « Digital Morocco 2030 » et de la stratégie « Génération Green 2020-2030 », visant à promouvoir un développement durable et innovant du secteur agricole. Les deux ministères se sont engagés à collaborer sur plusieurs axes, notamment :

Développement et expérimentation de cas d'usage d'intelligence artificielle appliqués à l'agriculture.

Valorisation des données agricoles pour améliorer la prise de décision.

Renforcement des capacités techniques et humaines dans les domaines du numérique et de l'IA.

Promotion de l'innovation ouverte en partenariat avec des acteurs publics, privés et académiques.

Le Ministère de la Transition Numérique s'engage également à coordonner l'intégration du Ministère de l'Agriculture dans la gouvernance du Groupement d'Intérêt Public « JAZARI ROOT », à accompagner l'émergence de cas d'usages agricoles prioritaires, et à assurer la cohérence des initiatives avec les orientations nationales en matière de digitalisation.

Cette collaboration marque un tournant significatif vers une agriculture moderne, intégrant les technologies avancées pour répondre aux défis contemporains et améliorer la productivité du secteur.

SIAM 2026 :

CONSOLIDATION DE LA COOPÉRATION AGRICOLE SUD-SUD ET MULTILATÉRALE

À l'occasion de la 18ème édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM), M. Ahmed El Bouari, Ministre de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, a mené une série de rencontres bilatérales de haut niveau avec plusieurs homologues et hauts responsables d'Afrique, du monde arabe et de la région des Caraïbes. Ces échanges ont permis de réaffirmer la volonté du Royaume du Maroc de renforcer les relations bilatérales et d'explorer de nouvelles opportunités de partenariat, plaçant la coopération Sud-Sud au cœur des stratégies de développement agricole.

Renforcement du Partenariat Stratégique Interafricain

Dans le cadre du renforcement des liens avec les pays frères du continent africain, des séances de travail approfondies ont été tenues avec plusieurs ministres pour discuter des enjeux de sécurité alimentaire, de développement de l'élevage, de la pêche et de la modernisation des chaînes de valeur. M. El Bouari s'est entretenu avec M. Bruno Nabagné Koné, Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières de Côte d'Ivoire, M. Youba Ba, Ministre de l'Élevage et de la Pêche de la République du Mali, M. Nilton Garrido de Sousa Pontes, Ministre de l'Agriculture, des Pêches et du Développement Rural de Sao Tomé et Príncipe, ainsi que M. Kyakulaga Fred Bwino, Ministre d'État chargé de l'Agriculture de la République de l'Ouganda. Ces discussions témoignent d'une ambition partagée de structurer davantage la coopération face aux défis climatiques communs et de favoriser le transfert d'expertise marocaine dans les domaines de l'irrigation, de la santé animale et de la valorisation des produits agricoles.

Soutien à l'Intégration Agricole dans le Monde Arabe

Les rencontres ont également été marquées par un échange fructueux avec le Professeur Ahmed El Dakhiri Ibrahim Adam, Directeur Général de l'Organisation Arabe pour le Développement Agricole (OADA). Les discussions ont porté sur la nécessité de mutualiser les efforts pour garantir une souveraineté alimentaire régionale et sur le déploiement de projets structurants visant à améliorer la productivité et la durabilité des systèmes agricoles dans l'espace arabe.

Ouverture et Coopération avec les Pays des Caraïbes (OECS)

Dans une dynamique d'ouverture multilatérale, le Ministre a reçu une importante délégation de hauts responsables des pays des Caraïbes, marquant une étape significative dans le rapprochement interrégional. Cette délégation comprenait des représentants du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Économie Bleue et Verte de Dominique, de l'Unité de Développement Rural du Ministère de l'Agriculture, des Terres et des Forêts de Grenade, du Ministère de l'Agriculture d'Antigua-et-Barbuda et de la Commission de l'Organisation des États de la Caraïbe Orientale (OECS).

Les représentants de l'OECS ont exprimé leur souhait de mettre en valeur leurs initiatives régionales de transformation agricole et leurs stratégies de sécurité alimentaire. Les deux parties ont convenu de l'importance d'établir des ponts de collaboration technique, notamment sur les questions de résilience insulaire face aux changements climatiques.

Inscrite dans une vision commune, cette coopération élargie vise à bâtir un modèle agricole moderne, innovant et résilient, capable de répondre aux défis globaux au profit des agriculteurs et des économies de l'ensemble des pays partenaires.



SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMADER ET CROPLIFE MAROC

Lors de la 18^e édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc, le Ministre de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, M. Ahmed El Bouari, et le Secrétaire d'État chargé de l'Artisanat et de l'Économie Sociale et Solidaire, M. Lahcen Essaâdi, ont présidé la cérémonie de signature d'une convention de partenariat entre la Confédération Marocaine de l'Agriculture et de Développement Rural (COMADER) et CropLife Maroc.

Promouvoir les bonnes pratiques en matière de produits phytopharmaceutiques

Cet accord vise à promouvoir les bonnes pratiques liées aux produits phytopharmaceutiques, à intensifier la lutte contre la contrefaçon et à renforcer la durabilité des systèmes de production agricole au Maroc. Signée par M. Rachid Benali, Président de la COMADER, et M. Mounir Sefiani, Président de CropLife Maroc, cette convention établit un cadre de coopération stratégique pour encourager l'utilisation responsable et sécurisée de ces produits.

Le partenariat s'inscrit dans les orientations de la stratégie « Génération Green 2020–2030 », qui met l'accent sur la durabilité, la résilience climatique et la compétitivité des filières agricoles. Un programme d'actions conjoint sera déployé, comprenant des initiatives contre la contrefaçon, la promotion des bonnes pratiques, la formation des agriculteurs et la diffusion d'outils techniques adaptés.



La COMADER, en tant qu'organisation professionnelle représentant les interprofessions agricoles, jouera un rôle clé dans la mobilisation des acteurs concernés, la diffusion des bonnes pratiques et la remontée des besoins du terrain. De son côté, CropLife Maroc apportera son expertise technique et réglementaire, notamment en matière de formation, de sensibilisation et d'innovation.

Cette convention vise également à renforcer la traçabilité et la conformité des intrants agricoles, afin de sécuriser les systèmes de production et de protéger la santé des applicateurs, des consommateurs, des animaux et de l'environnement. À travers ce partenariat, la COMADER et CropLife Maroc affirment leur engagement commun à contribuer à une agriculture marocaine plus durable, compétitive et résiliente, en plaçant l'usage responsable des produits phytopharmaceutiques au cœur de la performance des filières agricoles.

LE CRÉDIT AGRICOLE DU MAROC ET LA COMADER SIGNENT UNE CONVENTION POUR ACCOMPAGNER LA TRANSITION VERTE DES FILIÈRES AGRICOLES

Dans le cadre de son engagement en faveur du développement durable du secteur agricole, le Crédit Agricole du Maroc a signé une convention de partenariat avec la Confédération Marocaine de l'Agriculture et du Développement Rural (COMADER), qui représente les interprofessions agricoles nationales.

Cet accord vise à accompagner la transition verte des filières agricoles marocaines, en conformité avec les orientations nationales en matière de développement durable et les objectifs de la stratégie « Génération Green 2020–2030 ».

La convention met en place un cadre de coopération renforcé autour de plusieurs axes stratégiques. Parmi ceux-ci, on trouve le développement de solutions de financement adaptées aux projets ayant un impact environnemental positif, la promotion d'investissements agricoles durables, le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des acteurs des filières, ainsi que l'amélioration de la résilience climatique des exploitations agricoles.

De plus, le partenariat prévoit la mise en œuvre d'actions conjointes en matière de sensibilisation, d'accompagnement et de valorisation des bonnes pratiques. Il encouragera également l'innovation et l'adoption de solutions AgriTech contribuant à une utilisation plus efficace des ressources naturelles.

En tant qu'acteur de référence dans le financement du secteur agricole et rural, le Crédit Agricole du Maroc réaffirme, à travers ce partenariat, son rôle dans l'accompagnement de la transformation des filières agricoles vers des modèles plus durables, inclusifs et compétitifs.

La cérémonie de signature a eu lieu le jeudi 23 avril 2026 à Meknès, en marge de la 18ème édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM 2026), en présence de Monsieur Ahmed El Bouari, Ministre de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts.

La convention a été signée par Monsieur Mohammed Fikrat, Président du Directoire du Crédit Agricole du Maroc, et Monsieur Rachid Benali, Président de la COMADER.



ONCA – DGM : UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE POUR RÉVOLUTIONNER LES SERVICES AGRO-MÉTÉOROLOGIQUES AU MAROC

Une nouvelle étape vient d'être franchie dans la modernisation du secteur agricole marocain. L'Office national du conseil agricole (ONCA) et la Direction générale de la météorologie (DGM) ont signé, vendredi à Meknès, une convention-cadre stratégique visant à renforcer et développer les services agro-météorologiques à travers le Réseau Climatique d'État (RCE).

Paraphée en marge de la 18^e édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM), cet accord s'inscrit dans une dynamique de digitalisation et d'optimisation des données climatiques au service des agriculteurs. La signature s'est déroulée en présence du ministre de l'Agriculture, Ahmed El Bouari, et a été officialisée par Hicham Rahali, directeur général de l'ONCA, et Mohamed Dkhissi, directeur général de la météorologie.

Ce partenariat stratégique prévoit l'intégration des stations météorologiques automatiques de l'ONCA au sein du RCE, permettant ainsi un partage fluide et sécurisé des données météorologiques et climatologiques. L'Office mettra à disposition du réseau près d'une centaine de stations, contribuant à enrichir les bases de données nationales.

Au-delà de l'échange de données, la convention couvre également la maintenance et l'étalonnage des équipements, garantissant la fiabilité et la précision des informations collectées, conformément aux normes internationales de l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

Dans une déclaration à la presse, Hicham Rahali a souligné que cette initiative vise à améliorer la qualité des services de conseil agricole en s'appuyant sur des données agro-météorologiques fiables et actualisées. De son côté, Mohamed Dkhissi a insisté sur la portée stratégique du RCE, qualifié de plateforme nationale de mutualisation des données, assurant leur centralisation, leur pérennité et leur souveraineté.

Grâce à cet accord, l'ONCA bénéficiera d'un accès élargi à des données validées et contrôlées, favorisant le développement de services innovants et adaptés aux besoins des agriculteurs. L'exploitation des nouvelles technologies permettra également d'optimiser la gestion des métadonnées et de renforcer l'aide à la décision publique.

Placée sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, la 18^e édition du SIAM se poursuit jusqu'au 28 avril à Meknès, sous le thème « Durabilité de la production animale et souveraineté alimentaire ».



STELLANTIS MAROC ET LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE DU MAROC S'ENGAGENT POUR UNE MICROMOBILITÉ ACCESSIBLE AU SERVICE DU MONDE AGRICOLE

Une nouvelle étape vient d'être franchie dans la modernisation du secteur agricole marocain. L'Office national du conseil agricole (ONCA) et la Direction générale de la météorologie (DGM) ont signé, vendredi à Meknès, une convention-cadre stratégique visant à renforcer et développer les services agro-météorologiques à travers le Réseau Climatique d'État (RCE).

Paraphée en marge de la 18^e édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM), cet accord s'inscrit dans une dynamique de digitalisation et d'optimisation des données climatiques au service des agriculteurs. La signature s'est déroulée en présence du ministre de l'Agriculture, Ahmed El Bouari, et a été officialisée par Hicham Rahali, directeur général de l'ONCA, et Mohamed Dkhissi, directeur général de la météorologie.

Ce partenariat stratégique prévoit l'intégration des stations météorologiques automatiques de l'ONCA au sein du RCE, permettant ainsi un partage fluide et sécurisé des données météorologiques et climatologiques. L'Office mettra à disposition du réseau près d'une centaine de stations, contribuant à enrichir les bases de données nationales.

Au-delà de l'échange de données, la convention couvre également la maintenance et l'étalonnage des équipements, garantissant la fiabilité et la précision des informations collectées, conformément aux normes internationales de l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

Dans une déclaration à la presse, Hicham Rahali a souligné que cette initiative vise à améliorer la qualité des services de conseil agricole en s'appuyant sur des données agro-météorologiques fiables et actualisées. De son côté, Mohamed Dkhissi a insisté sur la portée stratégique du RCE, qualifié de plateforme nationale de mutualisation des données, assurant leur centralisation, leur pérennité et leur souveraineté.

Grâce à cet accord, l'ONCA bénéficiera d'un accès élargi à des données validées et contrôlées, favorisant le développement de services innovants et adaptés aux besoins des agriculteurs. L'exploitation des nouvelles technologies permettra également d'optimiser la gestion des métadonnées et de renforcer l'aide à la décision publique.

Placée sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, la 18^e édition du SIAM se poursuit jusqu'au 28 avril à Meknès, sous le thème « Durabilité de la production animale et souveraineté alimentaire ».



LANCEMENT D'UN PROJET PILOTE DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE POUR LES COOPÉRATIVES AU SIAM 2026

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF), le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts a annoncé le lancement d'un projet pilote de digitalisation des paiements. Cette initiative a été dévoilée à l'occasion de la 18^e édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM), en collaboration avec Bank Al-Maghrib.

Le projet, déployé au niveau du pavillon dédié aux produits du terroir et en partenariat avec l'Agence pour le Développement Agricole, prévoit la mise à disposition de terminaux de paiement électronique (TPE) pour 50 coopératives. Cette action s'inscrit dans les orientations de la deuxième feuille de route de la SNIF, qui vise à renforcer l'usage effectif des services financiers et à améliorer leur qualité tout en les adaptant aux spécificités des populations rurales.

L'initiative a pour objectif de réduire l'utilisation du cash, de promouvoir les moyens de paiement dématérialisés et d'accompagner les coopératives dans l'intégration de pratiques de gestion modernisées, notamment en matière de traçabilité des transactions et de structuration comptable.

Ce projet constitue une première étape vers une transformation progressive des usages au sein de l'écosystème agricole. Il ambitionne de favoriser l'appropriation des solutions de paiement modernes et de renforcer l'inclusion financière digitale en milieu rural. À terme, cette initiative contribuera à la digitalisation



des processus de gestion des coopératives, à leur meilleure intégration dans le système financier formel, ainsi qu'au développement d'une agriculture plus résiliente, inclusive et innovante.

À travers ce projet, le Département de l'Agriculture réaffirme son engagement en faveur de la promotion de solutions concrètes et opérationnelles pour l'inclusion financière, en étroite coordination avec Bank Al-Maghrib et l'ensemble des partenaires concernés.

PARTENARIAT RENFORCÉ ENTRE LE CRÉDIT AGRICOLE DU MAROC ET LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE POUR L'INCLUSION FINANCIÈRE EN MILIEU RURAL

En marge du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM), le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts et le Crédit Agricole du Maroc ont signé, le 23 avril 2026 à Meknès, une convention de partenariat visant le déploiement d'un programme d'éducation financière au profit des bénéficiaires du projet PADERMO dans la région de l'Oriental. La cérémonie s'est déroulée en présence de M. Ahmed EL BOUARI, Ministre de l'Agriculture.

Ce partenariat s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des stratégies nationales « Génération Green » et de développement de l'espace rural et des zones de montagne. Il traduit une volonté commune de renforcer l'inclusion financière, soutenir l'autonomisation économique des populations rurales et favoriser l'émergence d'activités génératrices de revenus durables.

À travers ce programme, les deux institutions visent à renforcer les capacités de 10 000 bénéficiaires en matière de gestion financière, notamment en ce qui concerne la maîtrise du budget, l'épargne et le recours responsable au crédit. Le dispositif prévoit l'organisation de 400 sessions de formation, couvrant 19 communes territoriales des provinces d'Oujda-Angad, Berkane, Driouch et Guercif, avec une attention particulière accordée aux femmes et aux jeunes.



Porté par une approche intégrée du développement rural, ce programme cherche également à faciliter l'accès des bénéficiaires aux services financiers et à renforcer la viabilité économique de leurs activités, contribuant ainsi à l'amélioration durable des conditions de vie en milieu rural.

À travers cette initiative, le Crédit Agricole du Maroc réaffirme son rôle d'acteur de référence dans le développement agricole et rural, ainsi que son engagement en matière d'accompagnement non financier, en cohérence avec sa mission socio-économique et sa volonté de promouvoir une inclusion financière durable et responsable.

PARTENARIAT STRATÉGIQUE ENTRE LE CRÉDIT AGRICOLE DU MAROC ET CASSA DEPOSITI E PRESTITI AU SIAM 2026

Lors de la 18^e édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM), le Crédit Agricole du Maroc (CAM) et Cassa Depositi e Prestiti S.p.A. (CDP), institution financière italienne dédiée à la coopération internationale au développement, ont signé un Mémorandum d'Entente (MoU) stratégique. La cérémonie s'est déroulée en présence de M. Ahmed EL BOUARI, Ministre de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts.

Le Mémorandum a été signé par M. Mohammed FIKRAT, Président du Directoire du CAM, et Mme Cristina MORELLI, Responsable financement souverain et des institutions financières à la CDP. Cet accord établit un cadre de coopération visant à identifier des opportunités de financement pour des projets d'intérêt commun au Maroc.

Ce partenariat met l'accent sur le financement de projets durables destinés à renforcer la sécurité alimentaire, notamment à travers les secteurs de l'agriculture et de l'agro-industrie. Il s'étend également à d'autres domaines clés, tels que les énergies renouvelables, les infrastructures durables et la gestion des ressources naturelles. Les deux institutions s'engagent à explorer des solutions de financement qui génèrent un impact positif sur l'environnement et la société.



Le MoU prévoit par ailleurs la promotion d'initiatives de mise en relation entre les entreprises marocaines et italiennes, favorisant ainsi les partenariats, le transfert de savoir-faire et l'accès à de nouveaux marchés.

En tant qu'acteur de référence dans le financement agricole, le Crédit Agricole du Maroc réaffirme, à travers ce partenariat, son engagement envers la transition verte et l'accompagnement des acteurs économiques vers des modèles plus durables.

SIAM 2026 : CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA PRODUCTION ANIMALE ET LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Dans le cadre de la 18^e édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM), le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts a organisé, le mardi 21 avril 2026 à Meknès, une conférence de haut niveau intitulée : « Production animale et transformation des systèmes alimentaires ».

Cette rencontre a rassemblé de nombreuses personnalités politiques, décideurs, responsables d'organisations internationales, experts, chercheurs et professionnels du secteur, confirmant ainsi son rôle en tant qu'espace stratégique de dialogue sur l'avenir de l'agriculture.

La session inaugurale a été ouverte par M. Ahmed El Bouari, Ministre de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts. Elle a été marquée par les interventions de M. José Manuel Fernandes, Ministre de l'Agriculture et des Affaires Maritimes de la République Portugaise, Mme Annie Genevard, Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Souveraineté alimentaire de la République Française, et M. Bruno Nabagne Kone, Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières de la République de Côte d'Ivoire.

Cette conférence s'inscrit dans une dynamique globale de réflexion sur la transformation des systèmes de production animale, dans un contexte de défis multiples, notamment le changement climatique, la pression sur les ressources naturelles, la volatilité des marchés et l'évolution des modes de consommation.

Dans son allocution d'ouverture, le Ministre a souligné que cette initiative fait partie de la stratégie « Génération Green 2020-2030 », qui vise à placer la durabilité, la résilience et la valorisation du capital humain au cœur du développement agricole. Il a également mentionné que la production animale représente près de 35 % du PIB agricole, soutenant les revenus de près de 1,2 million d'éleveurs et générant environ 135 millions de journées de travail par an.

Face aux mutations profondes des systèmes alimentaires à l'échelle mondiale, la transformation des filières animales apparaît comme une nécessité stratégique. Cela implique de concilier performance économique, durabilité environnementale et exigences accrues en matière de qualité, de traçabilité et de sécurité sanitaire.

La conférence a été structurée autour de deux panels de haut niveau. Le premier a porté sur la résilience des systèmes de production animale, tandis que le second a examiné la consommation des produits animaux, les déterminants des marchés de la viande, les tendances mondiales et l'évolution des comportements des consommateurs.

Les échanges ont permis de mettre en lumière des expériences inspirantes, tant nationales qu'internationales, et d'identifier des leviers stratégiques pour accompagner la transformation du secteur. Parmi les priorités évoquées figurent le développement d'une alimentation animale durable, la modernisation des exploitations, l'amélioration génétique, le renforcement de la structuration des filières et l'adaptation aux nouvelles attentes des consommateurs.

Au-delà du partage d'expertises, cette conférence a réaffirmé la nécessité d'une approche intégrée et concertée pour construire des systèmes alimentaires plus résilients, inclusifs et durables. Elle consacre ainsi le SIAM comme une plateforme internationale de référence où se dessinent collectivement les trajectoires d'avenir de l'agriculture et des systèmes alimentaires.



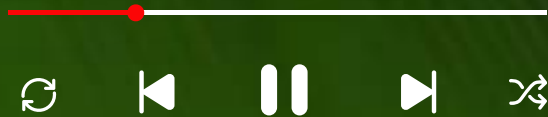
SIAM 2026

By Lodj

COUVERTURE



SIAM 2026 :
Zine Capital
Invest affiche
ses ambitions
en innovation
agroalimentaire



Emballage
Agricole : GPC
Renforce son
Ancrage
Industriel et
Innove au SIAM



10 ANS DE L'INITIATIVE AAA : LES MINISTRES AFRICAÏNS DE L'AGRICULTURE RÉAFFIRMENT LEUR ENGAGEMENT POUR UNE ADAPTATION AGRICOLE STRATÉGIQUE

Lors de la 6ème Conférence ministérielle de l'Initiative pour l'Adaptation de l'Agriculture Africaine (AAA), qui s'est tenue en marge du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM), le ministre de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, M. Ahmed El Bouari, a présidé une rencontre marquée par la présence de Son Altesse Royale la Princesse Sarah Bint Bandar Bin Abdulaziz, Directrice exécutive du Conseil International des Dattes. Sa participation a souligné l'importance des enjeux liés à l'adaptation de l'agriculture africaine face au changement climatique.

Cette conférence a rassemblé des représentants de 13 pays africains, dont 10 ministres, ainsi que des partenaires institutionnels, financiers, des institutions de recherche et de la société civile. L'événement a constitué un moment stratégique pour dresser un bilan, mobiliser les efforts et projeter l'avenir de l'adaptation agricole sur le continent.

À l'occasion du 10ème anniversaire de l'Initiative AAA, lancée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI lors de la COP22, les ministres ont souligné l'urgence d'agir face à l'intensification des impacts du changement climatique. Ils ont également mis en exergue l'écart significatif entre les besoins d'adaptation, estimés à 61 milliards de dollars par an, et les financements réellement mobilisés.

Les participants ont convenu que l'adaptation de l'agriculture ne doit plus être perçue comme une réponse ponctuelle, mais comme un levier stratégique pour garantir la souveraineté alimentaire, la stabilité économique et le développement durable en Afrique.



Les travaux de la conférence ont permis de soutenir l'élaboration du document stratégique intitulé « 10 ans de l'Initiative AAA : Bilan et Vision 2036 », en partenariat avec la FAO. Ce document servira d'outil de référence pour les politiques agricoles climato-résilientes en Afrique et d'une feuille de route opérationnelle pour la décennie 2026-2036.

Les ministres ont également adopté la Déclaration de Meknès, réaffirmant leur engagement à faire de l'adaptation agricole une priorité stratégique à l'échelle continentale. Ils ont salué le rôle du Maroc, sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, dans le soutien politique et diplomatique de l'Initiative AAA et dans la promotion d'une coopération Sud-Sud active pour renforcer la résilience agricole en Afrique.

Cette conférence représente une étape cruciale dans la préparation d'une position africaine unifiée sur l'adaptation agricole, à l'approche des prochaines échéances internationales, notamment l'événement de haut niveau prévu à Rome en septembre 2026 et la future Conférence des Parties (COP31) qui se tiendra à Antalya, en Turquie, en novembre 2026.

LA CNDP ET LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE SIGNENT UNE CONVENTION DATA-TIKA POUR RENFORCER LA PROTECTION DES DONNÉES

En marge du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM), le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts (MAPMDREF) a signé, ce mercredi, une convention avec la Commission Nationale de Contrôle de la Protection des Données à Caractère Personnel (CNDP). Cet accord marque l'adhésion du ministère au programme « DATA-TIKA ».



La convention a été signée par M. Ahmed El Bouari, Ministre du MAPMDREF, et M. Omar Seghrouchni, Président de la CNDP. L'objectif principal de cette collaboration est d'accompagner le secteur agricole dans sa conformité à la loi n°09-08 relative à la protection des données personnelles, en faisant de la protection des données un levier stratégique de confiance.

Dans ce cadre, la CNDP a mis en place un pôle dédié spécifiquement au secteur agricole. Ce pôle a pour mission d'assurer un accompagnement de proximité, de répondre aux problématiques particulières du secteur et de faciliter les démarches de conformité à la loi n°09-08, en tenant compte des spécificités de l'agriculture.

À travers ce partenariat, la CNDP et le MAPMDREF s'engagent à promouvoir un exercice professionnel responsable et conforme aux exigences en matière de protection des données personnelles, tout en respectant les droits fondamentaux.

À propos de la CNDP

La protection de la vie privée est un droit fondamental au Maroc, inscrit dans l'article 24 de la Constitution : « Toute personne a droit à la protection de sa vie privée. » La CNDP a été créée par le Dahir n° 1-09-15 du 22 Safar 1430 (18 février 2009), portant promulgation de la loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques vis-à-vis du traitement des données à caractère personnel.

RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION ENTRE LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET LE CONSEIL INTERNATIONAL DES DATTES

Une mémorandum d'entente a été signé ce lundi entre le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts et le Conseil International des Dattes, dans le cadre du développement du secteur des palmiers et des dattes.

Objectif : le développement du secteur des palmiers et des dattes

La signature de cette convention, réalisée par M. Ahmed El Bouari, Ministre de l'Agriculture, et Son Altesse Royale la Princesse Sara bint Bandar bin Abdulaziz, Directrice Exécutive du Conseil International des Dattes, s'inscrit dans le cadre de la 18^e édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc. Elle vise à établir un cadre institutionnel de coopération entre les deux parties, à renforcer les mécanismes de coordination et de consultation sur les questions d'intérêt commun, ainsi qu'à développer l'échange d'expertises et de données statistiques liées au secteur.

Les domaines de coopération incluent, entre autres, le soutien technique et le développement des capacités, à travers l'organisation de programmes et de formations communes destinées à favoriser la croissance du secteur et à promouvoir des pratiques agricoles durables.

Cette collaboration prévoit également la promotion de la recherche scientifique et de l'innovation concernant les impacts des changements climatiques sur la culture des palmiers, ainsi que le développement de solutions durables pour la conservation des ressources génétiques et de la biodiversité dans les oasis.

Le partenariat se concentrera également sur l'amélioration de la qualité et la valorisation des dattes, notamment en développant des normes de qualité pour les variétés marocaines, en particulier la variété "Medjool". De plus, il soutiendra l'innovation dans les domaines de la post-récolte, de la transformation et de la valorisation, tout en facilitant l'échange de données et d'informations statistiques sur la production, les superficies cultivées et les capacités d'exportation, contribuant ainsi à la transparence des marchés et au développement du commerce international des dattes.

Cet accord témoigne de la volonté des deux parties d'établir une coopération pratique et institutionnelle visant à soutenir le développement de la filière des palmiers et des dattes, à garantir sa durabilité et à valoriser ses atouts économiques et environnementaux.

Dans ce contexte, M. El Bouari et Son Altesse Royale la Princesse Sara bint Bandar bin Abdulaziz ont eu des discussions durant lesquelles ils ont souligné l'importance de renforcer la coopération bilatérale et l'échange d'expertises.

La Princesse a exprimé le souhait du Conseil d'intensifier le partage d'expériences avec le Maroc et de travailler ensemble pour promouvoir l'importance et la valeur des dattes à l'échelle mondiale, en tant que patrimoine précieux ayant une grande signification scientifique et humaine.

De son côté, M. El Bouari a affirmé la disposition du Maroc à développer ses relations de coopération avec le Conseil International des Dattes, soulignant l'importance de la présence du Conseil lors des activités du Salon International de l'Agriculture pour découvrir l'expérience marocaine dans ce domaine.



LE MAROC MET À L'HONNEUR LE PORTUGAL AU SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE 2026

À l'occasion de la 18^e édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc, qui se déroule du 20 au 28 avril 2026 à Meknès, le Royaume du Maroc a choisi de mettre à l'honneur la République Portugaise. Cette initiative souligne la qualité et la profondeur des relations de coopération entre les deux pays, notamment dans les domaines agricole et agroalimentaire.

Ce choix témoigne d'un partenariat stratégique solide, fondé sur des liens historiques étroits, une proximité géographique et une convergence de visions face aux enjeux majeurs liés à la durabilité des systèmes agricoles, à la sécurité alimentaire et à l'adaptation aux changements climatiques.

Le lundi 20 avril 2026, une rencontre bilatérale de haut niveau s'est tenue à Meknès entre M. Ahmed El Bouari, Ministre de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, et son homologue portugais, M. José Manuel Fernandes, Ministre de l'Agriculture et des Affaires Maritimes. Cette rencontre a permis de réaffirmer la volonté commune de renforcer les relations bilatérales et d'explorer de nouvelles opportunités de partenariat, notamment dans la recherche agronomique, l'innovation, la sécurité alimentaire et le développement durable des filières agricoles.

Cette dynamique traduit une ambition partagée de structurer davantage la coopération bilatérale à travers la mise en place d'un cadre global et intégré couvrant les secteurs agricole et agroalimentaire. Elle souligne également l'importance de renforcer les synergies entre les institutions de recherche et de promouvoir des partenariats opérationnels entre les acteurs publics et privés des deux pays.

Inscrite dans une vision commune, cette coopération vise à bâtir un modèle agricole moderne, innovant et résilient, capable de répondre aux défis globaux tout en générant des opportunités de croissance durable et de prospérité partagée pour les agriculteurs, les territoires et les économies des deux pays.

La rencontre a constitué une plateforme privilégiée de dialogue et d'échange entre les acteurs institutionnels, scientifiques et économiques, ouvrant de nouvelles perspectives de coopération aux niveaux institutionnel, technique et économique.

Plusieurs accords structurants ont été conclus à cette occasion, traduisant la volonté commune de consolider et d'opérationnaliser ce partenariat stratégique. Un accord de coopération a été signé entre les deux ministères en charge de l'agriculture, établissant un cadre global de collaboration couvrant l'innovation agricole, la modernisation des filières, la sécurité alimentaire ainsi que la recherche et le développement.

Des accords et déclarations d'intention ont également été conclus entre les institutions de recherche et les structures technologiques des deux pays, renforçant les synergies entre les secteurs public et privé et favorisant le développement de solutions innovantes.

À travers cette mise à l'honneur, le Portugal s'affirme comme un partenaire de premier plan pour la co-construction d'une agriculture plus souveraine, innovante et durable, tournée vers un avenir commun porteur d'opportunités.



THERMIQUE, HYBRIDE, ÉLECTRIQUE : KIA MAROC DÉPLOIE SON OFFENSIVE AU SIAM 2026

À l'occasion du SIAM 2026, Kia Maroc affiche une ligne claire : accompagner la transformation du marché sans imposer un choix technologique unique. Sur son stand, la marque déploie une offre large de 11 véhicules, couvrant l'ensemble des motorisations, du thermique au 100 % électrique, en passant par l'hybride. Une manière de répondre à une réalité simple : le marché marocain évolue, mais il avance à son propre rythme.



Pour Othmane Mikou, directeur commercial réseau de Kia Maroc, cette diversité n'a rien d'un affichage marketing. Elle reflète d'abord une lecture pragmatique du terrain. Tous les clients n'ont ni les mêmes besoins, ni les mêmes usages, ni les mêmes contraintes. Le rôle de la marque, dans ce contexte, est moins de pousser une technologie que de proposer une réponse adaptée à chaque profil, qu'il soit particulier ou professionnel.

Cette approche dépasse donc la simple logique de transition. Elle traduit un positionnement plus souple, plus réaliste, qui consiste à accompagner le changement sans brusquer le marché. En d'autres termes, Kia Maroc ne parie pas sur une rupture brutale, mais sur une montée en puissance progressive, structurée et cohérente.

C'est particulièrement visible sur le terrain de l'électrification. Forte de plus de dix années d'expérience dans l'électrique, la marque cherche aujourd'hui à consolider cette expertise au Maroc à travers une progression graduelle de sa gamme EV. Les modèles EV3, EV5 et EV6 incarnent cette dynamique, aux côtés d'un utilitaire électrique inédit sur le marché. L'idée défendue par Kia est nette : l'électrique constitue une trajectoire, pas un basculement immédiat.

Dans un pays où l'infrastructure de recharge reste encore en phase de développement, ce choix paraît calculé. La marque privilégie une lecture pragmatique du contexte local, en combinant innovation et adaptation aux contraintes du terrain. Ce positionnement permet à Kia de rester crédible dans l'électrique, sans ignorer les réalités d'usage et les limites actuelles de l'écosystème.

Au-delà de cette montée en puissance de l'EV, Kia Maroc continue de s'appuyer sur des modèles déjà bien installés dans le paysage automobile national. Sur le segment des SUV, le Sportage reste un pilier central, notamment auprès d'une clientèle professionnelle et agricole très présente au SIAM. Ce modèle conserve un rôle structurant dans l'offre de la marque, à la fois par son image, sa polyvalence et sa capacité à répondre à des usages variés.

À ses côtés, le pickup Tasman, proposé en versions simple cabine et double cabine, vise directement les usages intensifs. Avec ce modèle, Kia cherche à s'adresser plus frontalement à un public de professionnels à la recherche de robustesse, de polyvalence et de capacités adaptées au terrain. Le message est clair : la marque ne se limite plus à la mobilité urbaine ou familiale, elle entend aussi occuper un espace plus fonctionnel, plus utilitaire, plus enraciné dans les besoins du monde du travail.

Sur le terrain de la mobilité urbaine, la Picanto conserve pour sa part son statut de best-seller. Son positionnement reste solide dans un marché où la compacité, la maniabilité et le prix demeurent des critères décisifs. En parallèle, la gamme électrique de Kia vient offrir d'autres réponses, avec des modèles pensés pour différents besoins en matière de gabarit, d'autonomie et d'usage.

Dans le segment utilitaire, le K2500 confirme également sa montée en puissance. Sa robustesse, sa polyvalence et son positionnement tarifaire lui permettent de garder un rôle important dans une catégorie où la recherche de rentabilité et de solidité reste déterminante.

Mais l'ambition de Kia Maroc ne repose pas uniquement sur ses produits. La marque mise aussi fortement sur son réseau comme levier de confiance. Avec 25 points de vente, répartis de Nador à Dakhla, elle place la proximité client au cœur de sa stratégie. Dans un marché où la confiance reste un moteur d'achat majeur, cet ancrage territorial joue un rôle essentiel.

Une stratégie multi-énergies pour coller au vrai rythme du marché..

Ce réseau ne sert pas seulement à vendre. Il soutient aussi la montée en gamme de la marque à travers le service après-vente, la qualité de la relation client et la continuité de l'accompagnement. Or, dans l'automobile, surtout dans un contexte de mutation technologique, la confiance ne se construit pas uniquement sur la fiche technique d'un véhicule. Elle se construit aussi dans la durée, dans la capacité à rassurer, à suivre et à répondre présent.

Avec un stand de plus de 500 m² et une offre couvrant l'ensemble des usages, Kia Maroc confirme ainsi au SIAM 2026 sa volonté de s'imposer comme un acteur de référence dans une mobilité en pleine transformation. Pas en imposant une vision rigide, mais en épousant les rythmes réels du marché marocain. C'est sans doute là que réside sa stratégie : avancer avec le terrain, plutôt que devant lui.



By Lodj



N° 51

MAG

DEC 12/25

Voici les 12
priorités
des Marocains
et Marocaines
pour 2026

Quand
la FIFA
met
la CAF
hors-jeu

Les parfums qui
ont marqué 2025
et ceux qui
feront sensation
en 2026

QUI SONT CES ETRANGERS QUI SONT PARMIS NOUS ?

MAGAZINE 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ EN FORMAT (eBOOK)
version non commerciale